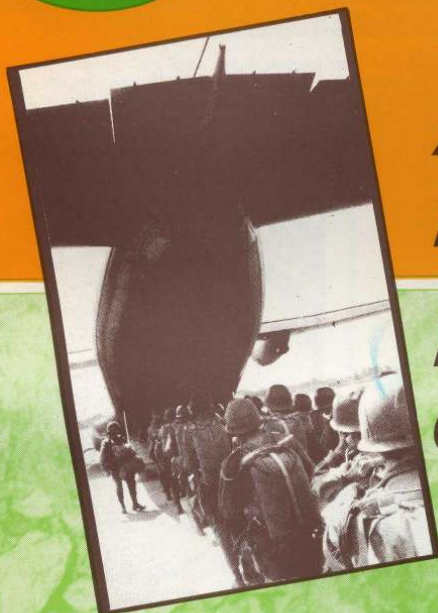


AGORA

MENSUEL LIBERTAIRE / MAI 83 / N° 16 / 12 F.



**APOCALYPSE
NON !**

**DESARMEMENT
OUI !**



- La dérive du P.S.U.
- Castoriadis et l'URSS
- Barcelone, mai 37

sommaire

HEXAGONE

- 4. **Austérité** : La machine à remonter le franc
- 6. **Immigrés** : Racisme, la cote d'alerte
- 7. **Dérives** : Il était une fois... le PSU

ARGUMENTS

- 10. **Ecrans** : Arrête ton cinéma !

REPÈRES

- 14. **Amérique centrale** : L'œil du cyclone
- 15. **Yankees** : La Pax Americana
- 17. **Remake** : Souviens-toi du Vietnam...
- 20. **Nouvelles droites** : Reagan-la-Guerre
- 22. **Inervention** : Bruit de Rangers
- 23. **Vatican** : La girouette catholique



SANS FRONTIÈRES

- 24. **Inde** : La plus longue des grèves
- 26. **Anti-Guerre** : Contre l'Apocalypse
- 28. **URSS** : Entretien avec Castoriadis



NOTRE MÉMOIRE

- 31. **Barcelone, mai 37** : Quand meurent les révolutions

CASE LIBRE

- 35. **Indiens** : Le CISIA

CHRONIQUES

EN MARGE

- 9. **Luttes** présentes et à venir
- KIOSQUE**
- 12. **Il pleut des livres**
- VU ET REVUES**
- 13. **Feuilles en mouvement**

BOITE POSTALE

Pas de rubrique courrier dans ce numéro d'AGORA. Le centre de tri postal toulousain étant en grève, notre boîte postale reste désespérément vide de lettres (et de chèques !). Si vous nous avez écrit ces derniers temps, et si vous êtes sans réponse, ne vous impatientez pas et... souhaitez bonne chance aux postiers toulousains en lutte.



AGORA S'AFFICHE

- 18. **Hé ! Hé !** Oncle Sam !
- TUTTI FRUTTI**
- 30. **Des brèves d'ailleurs**
- MEGAPHONE**
- 4. **Faut tout vous dire**



AGORA

mensuel libertaire — n° 16, mai 83.

RÉDACTION

Directeur de la publication : Solon Amoros.
Equipe de rédaction : Claude Ariso, Juanito Marcos, Michel Auvray, Tony Alvarez, Solon Amoros, Violette Marcos, Jean-Louis Nadar.

Correspondance : Agora, BP 1214, 31037 Toulouse Cedex.

Permanence téléphonique : les mardis et vendredis, de 18 h à 20 h au (61) 59.24.01.

TECHNIQUE

Composition : Scot Caractères
16, impasse Bérou - 31200 Toulouse.
Tél. (61) 23.96.75.

Imprimerie : Sacco
10, rue Gazagne, 31300 Toulouse.
Tél. (61) 42.03.30.

Façonnage : M.D.P.
10 bis, rue des Teinturiers - 31000 Toulouse.
Tél. (61) 42.12.48.

Routage : A.D.L.
7 quai St-Pierre - 31000 Toulouse.
Tél. (61) 21.14.06.

ABONNEMENTS

Prix au numéro : 12 F

Abonnement : 6 mois - 6 numéros : 70 F

(Etranger, Tom-Dom : 85 F.

Par avion : 105 F).

1 an - 10 numéros : 110 F

(Etranger, Tom-Dom : 130 F.

Par avion : 170 F).

De soutien : à partir de 150 F.

Diffusion militante : 5 exemplaires, 55 F

10 exemplaires : 100 F

Pour tout versement : Agora

CCP 3716 17 Y Toulouse

Commission Paritaire : 62 601

I.S.S.N. 0245 3630

Dépôt légal : Mai 1983.

Le poster central du numéro est en vente
au prix unitaire de 5 F (à partir de
10 exemplaires : 3 F pièce), frais de port
compris.



Ont été mis à contribution pour ce numéro : Christian Foisson, Julien Dreux, Tony Alvarez, Patrick Bertrand, Juan Hernandez, Jean-Louis Nadar, Geneviève Azam, Michel Auvray, Violette Marcos, Solon Amoros, Alba Talavera, Xavier vadillo-Aurtenexte, Claude Ariso, Juanito Marcos, Lily Marlène, Hervé Favreud, Julie Desgranges, Comunidad, Cisia, et les copains et copines de l'atelier de façonnage M.D.P., de l'imprimerie Sacco, de la coopérative Caractères et du routage A.D.L. A tous, merci.

CIBLE

LES VOLEURS DE TERRE

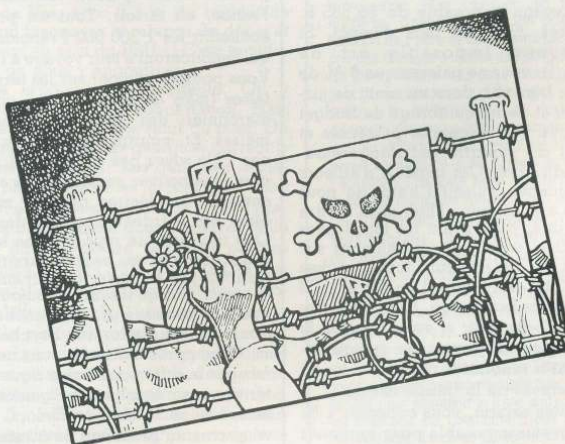
Depuis le 10 juillet 76, la Terre est plus petite de vingt kilomètres carrés. Vous ne vous sentiez pas un peu plus à l'étroit ? Faut dire que vingt kilomètres carrés, c'est pas grand chose, ça va et ça vient. Tant qu'on n'y est pas dessus, on ne peut s'apercevoir de rien. Et pourtant on nous les a bel et bien volés. Et avec les accesseurs qui vont avec : arbres, oiseaux et buissons. C'était de quel côté ? Côté Italie, côté Seveso. La multinationale Hoffman-La Roche les a mis dans sa poche à coups de bulldozers et de tronçonneuses. Hop ! on couvre d'un mouchoir, roulements de tambours, on retire le mouchoir : plus rien, disparu. Alors, les petits enfants, ça va ? Qu'est-ce qu'ils sont forts !

Les multinationales squattaient nos vies ; ça on savait. Boulimique, elles s'attaquent maintenant à leur support. Après tout, elles en sont les véritables propriétaires, et quand elles auront réduit la Terre à la taille d'un confetti elles nous dresseront encore à vivre et travailler, debouts, en équilibre sur une seule jambe. Respirez très doucement. Attention, fragile !

Et si je vous échange votre baril de dioxine contre une marée noire dans le Golfe ? Banco ! Là, deux Etats se font la guerre (boum !), s'étripent par civils interposés (plaf !), bombardent le mobile et l'immobile (scratch !). Et ça tombe où ça peut. Sur des puits de pétrole en mer, parfois, qui crèvent et dégueulent leurs vomis noirs, épais, glauques. Les algues, les crevettes et les poissons se croient dans les poubelles du monde, quand on leur laisse le temps de croire. Ce n'est pas si souvent... La nappe de pétrole serait grande comme la France : la taille exacte d'un désespoir. Et une marée, ça se déplace, ça vient mourir sur les côtes, tiens, là, juste où les usines de dessalement fournissent l'eau potable à tel ou tel pays. Alors, si l'usine s'encrasse, on crèvera de soif ? Ben, oui.

La dioxine ou la soif, la terreur ou la bombe, la peste ou le choléra, les multinationales ou l'Etat. Ce sont les choix offerts aux otages du profit et du pouvoir. Tu parles d'un choix ! Papa, c'est quoi l'absurde ? Et dites-moi, les oiseaux et le vent ? C'était hier. Et c'était comment ? Je vais te faire un dessin...

Bisou Fruité



LA MACHINE A REMONTER LE FRANC

FINIES les amusettes ! Armez-vous, c'est la guerre économique. Gouvernement restreint, législation par ordonnances... Le ton est donné. Max Gallo nous branche directement sur l'Elysée et nous ne pouvons plus ignorer les secrets de la grande machinerie économique. En bout de parcours, une seule question : qui va payer ?

TROIS cent mille chômeurs de plus gonfleront les queues déjà monstrueuses des ASSEDIC dans l'espoir de trouver quelqu'un qui sache se débrouiller du flou de la réglementation actuelle et qui pourra interpréter les textes en défaveur de l'allocataire, selon les consignes gouvernementales. Cela s'appelle chômeur pour le franc. Noble perspective !

LA FRANCE ROSE DES ANNÉES 80

- Sauf si vous êtes agriculteur, commerçant ou smicard, votre pouvoir d'achat baissera. C'est pour la "contrainte extérieure" et le "rétablissement des marges des entreprises".
- Si vous êtes un "ménage sans enfant", avec un revenu impossible de 55 555 F, vous paierez 30 % de plus d'impôt. Si votre revenu impossible est de 250 000 F (!), vous ne paierez que 5 % de plus. Ceci, bien sûr, dans un souci de justice sociale et de rééquilibrage du budget de l'Etat que vos exigences passées et votre goût du superflu ont dangereusement déséquilibré. Cet impôt a d'ailleurs valeur éducative puisqu'il s'agit de nous apprendre à épargner : l'Etat nous rendra la somme due, juste avant les législatives de 1986. Et si vous vous questionnez sur l'utilisation de cet emprunt forcé, sachez bien que l'Etat sert l'intérêt public et qu'il en fera toujours bon usage. Non, mais que croyez-vous ? Au fait, si vous fraudez le fisc, vous pouvez continuer tranquillement : l'Etat a renoncé à récupérer les 90 milliards estimés de la fraude fiscale.
- Si vous êtes salarié, vous cotiserez 1 % de votre revenu impossible pour renflouer la Sécurité Sociale. Comme on a peur que vous manquiez de souffle, l'effort est remis à septembre.

Mais, rassurez-vous, si vous êtes patron, vous ne paierez rien et sachez même que bientôt vous n'aurez plus à financer les allocations familiales qui le seront par l'impôt. Et la gauche n'est pas rancunière : elle a oublié que les patrons lui devaient quelque 50 milliards de retard de cotisations. Cela, c'est pour "stabiliser les charges des entreprises".

- Et si l'inflation augmente de plus des 8 % prévus (ce qui est probable après les hausses des tarifs publics et les indices de début d'année) vous vous contenterez de 8 % maximum d'augmentation des salaires. Cela c'est à cause de l'inflation et... du serpent !

• S'il vous reste quelque argent, vous pourrez même passer vos vacances en France, au terroir. Tout est prévu pour accueillir les 1 300 000 Français patriotes qui renonceront à leur voyage à l'étranger. Vous pourrez camper sur les terrains militaires (mais gare aux mines) ou sous les maronniers des cours de nos écoles primaires. Et, pourquoi pas, autour des usines ? Ne soyez pas rétrogrades, et sachez que vous pouvez camper aussi autour des centrales nucléaires puisque maintenant Mme Bouchardeau s'occupe des déchets. Que tout ceci ne répugne pas les professions libérales ou cadres supérieurs : ils n'auront pas à côtoyer ce tourisme civique et social, puisqu'il sauront toujours trouver quelque nécessité professionnelle ou autre séminaire pour aller aux Seychelles.

Et si, après tout cela, vous ne comprenez pas la différence entre rigueur et austerité, vous n'êtes que des "gaulois nombri-listes" selon le mot de Delors, ou bien, vous avez un problème de communication avec le gouvernement. Si vous êtes trop triste, sachez bien qu'il faut en profiter dès maintenant, car il est possible que ces



mesures se révèlent insuffisantes : l'objectif de 5 % d'inflation en 84 ne pourra être tenu dans les conditions présentes. Mais, profitez-en en douce : tout excès pourrait être perçu comme de l'anti-patriotisme.

PORTE-MONNAIE

L'AUSTERITÉ CHIFFRÉE

Le déficit de la balance commerciale (exportations de biens moins importations) égale 93 milliards. Pour limiter l'importation, le gouvernement diminue la demande en amputant de 25 milliards le revenu disponible des ménages : il espère ainsi améliorer le solde commercial de 17 milliards avec l'étranger en 1983, et de 22 milliards en 84. Le déficit commercial restera élevé en 83 : 45 milliards prévus, 75 milliards estimés par des programmes économétriques. Selon ces programmes, à l'horizon 1985, pour rééquilibrer la balance commerciale, il faudrait diminuer d'environ 5 à 6 % le volume de la consommation des ménages, soit réduire d'environ 7 à 8 % leurs revenus réels !

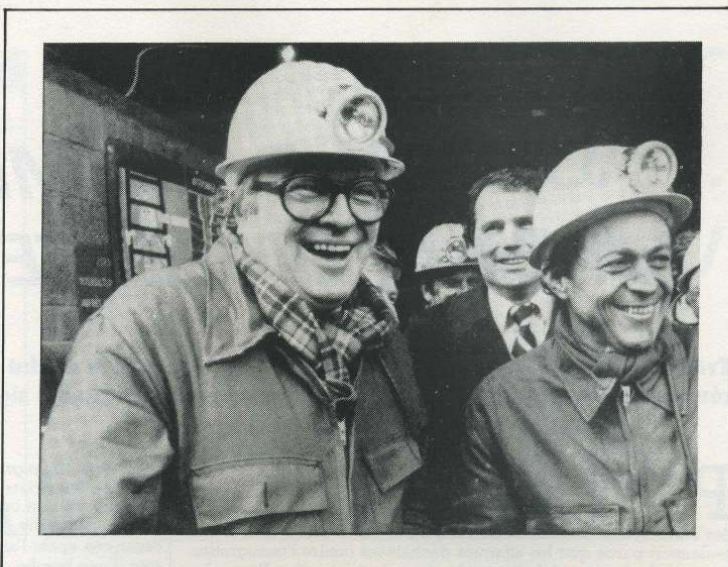
UNE TUILE QUI VIENT DE LOIN

QUELLES que soient les modifications apportées, après concertation ou, plutôt, échange de points de vue avec les syndicats, c'est l'assommoir. Nous nous trouvons confrontés à une droite raciste, haineuse, rétrograde, qui reprend du poil de la bête et se paie le luxe de reconquérir la rue. La campagne des municipales et les divers projets, de l'UDF au RPR, nous donnent un avant-goût de ce que pourrait être son retour au gouvernement. Quant à la gauche, elle n'hésite pas, pour sauver les meubles, à dénier ce "peuple de gauche" flatté le temps d'une élection.

Elle sait cependant qu'aucun technocrate ne peut endiguer le mouvement social et multiplie les discours rassurants, laissant croire à l'aspect ponctuel de ses mesures. Mais nous savons que c'est faux, que ce ponctuel va durer, et peut-être s'amplifier, et que cela ne date pas de mars 83.

Rappelons-nous que, dès octobre 81, le gouvernement allemand accepte de venir en aide au franc à la condition expresse que le pouvoir socialiste bloque les crédits budgétaires de 15 milliards de francs. De même, la possibilité de financer d'importantes dépenses par des impôts prélevés sur les riches était remise en question. En juin 82, les problèmes monétaires et financiers éclipsent, de fait, ceux du chômage. Dans le même temps, c'est l'ouverture aux entreprises : allègement de la taxe professionnelle, promesse de stabilisation des charges, report à... 85 du paiement de l'impôt sur l'outil de travail... Les salaires sont ensuite désignés comme responsables de l'inflation. Tout cela fut assaisonné d'un discours moralisateur, comme si l'argent était sale dans les mains des travailleurs, alors qu'un silence pudique et lourd s'installait sur l'argent des riches qui, du coup, serait vertueux. Cette évolution se fit dans un certain brouhaha qui a masqué, pendant un temps, la nature de la route choisie : celle de tous les pays capitalistes développés, à savoir l'austérité, la déflation, la grande purge économique dans l'espoir lointain d'un redémarrage de l'activité économique à compétitivité comparable à celle des partenaires commerciaux. Grande publicité fut donnée aux débats gouvernementaux concernant la stratégie à adopter et Delors, transformé en véritable vedette, n'a pas manqué de patience pour nous expliquer que tout ce qui arrivait était la faute de "la contrainte extérieure". Paraîtrait même que Barre s'est cru, un bref instant, dans une machine à remonter le temps !

Ce débat n'est certainement pas clos, tant la réussite de ce plan d'austérité est aléatoire en regard aux objectifs fixés (voir encadrés). Les mesures d'accompagnement pour le chômage ne doivent pas faire illusion : ce n'est jamais que du replâtrage. Quant à toutes les aspirations à travailler autrement, elles sont jetées aux oubliettes. Les lois Auroux ne sont plus qu'un vague souvenir dans les discours gouvernementaux : les patrons sont nerveux sur ce terrain-là. Quant à l'abaisse-



ment du temps de travail, il n'en est plus question : priorité absolue est donnée au temps partiel (et au salaire partiel).

Quel spectacle ! Il nous reste à espérer que toute illusion gouvernementale étant dissipée, c'est sur le terrain social que nous porterons nos aspirations.

LE TERRAIN SOCIAL.
VOILA NOTRE TERRAIN

ELLES ne le seront pas par les partis de gauche qui se trouvent totalement stérilisés. Le PS ne produit rien en termes de projet de société, tant il est occupé à se définir, à trouver sa place, comme parti de gouvernement. Quant au PCF, il est quasiment réduit à des propositions de rafistolage des projets gouvernementaux. C'est son mode d'existence actuel. Et ce n'est pas Bouchardeau au Cadre de Vie, avec 0,3 % du budget de l'Etat, qui favorisera la relance du débat et de l'action au sein du PSU... C'est le vide. A nous de nous y engouffrer.

Côté syndical, c'est l'attente. On y dénonce l'absence de concertation, mais on se garde bien de tous refus du plan. On s'y apprête à négocier quelques correctifs concernant l'emploi. Les quelques déclarations plus véhémentes ne sont que l'écho assourdi d'une base qui s'agite. Plutôt pratiquer le harcèlement que la guerre : telle semble être la devise partagée par les directions CGT et CFDT. Pour la CGT, si la contestation ne peut être contenue, Krassucki s'efforcera de l'atténuer. Pour la CFDT, le moment présent est un moment clé pour la transformation du syndicalisme qui, prenant appui sur la crise, doit se faire reconnaître comme instrument de gestion : « Il y a aussi la difficulté de transformer un système qui n'était pas complètement responsable, en un système responsable... Ce qui instituerait l'organisation sociale en instrument central de gestion

d'une politique de réduction des inégalités et des disparités. » (P. Rosenvall, novembre 82).

Après l'anesthésie et la douche froide, le réveil est parfois difficile. Mais nous ne voulons pas être les "déçus du socialisme" ! La "contrainte extérieure" ne saurait remplir notre vie. Notre détermination à affirmer nos aspirations est de rigueur. A bientôt pour de meilleures nouvelles.

Geneviève AZAM

ZOOLOGIE

LE SERPENT MONÉTAIRE

Depuis 71, le dollar n'est plus convertible en or, et est donc privé de toute base objective d'évaluation. Pour l'évaluer, on le met aux enchères, c'est-à-dire que son prix fluctue en fonction de l'offre et de la demande sur le marché des changes : le taux de change variant tous les jours, il flotte. Les pays autres que les USA sont gênés : beaucoup d'échanges se réglant en dollars, le flottement de ce dernier charge d'incertitudes les opérations commerciales libellées en dollars (si son cours varie on ne peut savoir combien on aura à payer au moment de l'échéance). Le dollar étant le pivot du système, toutes les monnaies flottent. C'est pour éliminer cet inconvénient que les pays de la CEE ont lié leurs monnaies, de façon à retrouver une fixité de change entre eux et ne pas handicaper les échanges intracommunautaires. On attribue à chaque monnaie une valeur théorique, et si par exemple le franc s'écarte de plus de 2,25 % de sa valeur théorique, les autorités monétaires doivent intervenir pour ramener le franc à l'intérieur de la fourchette autorisée. La France doit donc avoir une politique harmonisée avec les pays de la CEE pour maintenir le franc dans le système ; ou bien elle est contrainte à des dévaluations successives. La sortie du serpent revient à faire flotter le franc par rapport au dollar et par rapport aux autres monnaies européennes.

IMMIGRES

RACISME, LA COTE D'ALERTE !



Trop c'est trop ! La montée du racisme anti-maghrébin a atteint une ampleur si importante que la révolte des jeunes des Minguettes sonne comme un véritable signal d'alarme.

PLACÉS, bien malgré eux, au centre d'une campagne électorale où l'ignominie des arguments trop souvent échangés a atteint des sommets, les immigrés ont été les grands perdants des municipales. L'extrême droite a dû se sentir moins isolée. Pas seulement parce que les attaques déchaînées contre l'immigration ont contribué au recul de la gauche dans plusieurs villes. Pas seulement non plus parce que plusieurs candidats ouvertement racistes ont recueilli les suffrages des électeurs. Mais aussi, et surtout, parce que les plus hautes autorités de l'Etat ont bel et bien couvert de leurs agissements l'escalade xénophobe.

POUR UNE POIGNÉE DE BULLETINS

LA politique d'immigration menée depuis deux ans (sans-papiers pourchassés, refoulements multipliés, regroupements familiaux empêchés...) s'est en peu de temps doublée de déclarations ne laissant aucune place à l'ambiguïté. Non contents de traiter les travailleurs étrangers tels de vulgaires magnétoscopes, les dirigeants socialistes se sont montrés prêts à tous les reniements pour une poignée de bulletins de vote. Imprimée, une plaquette qui devait servir d'argumentaire antixénophobe est restée dans les placards sur ordre de Matignon. Les candidats socialistes et communistes n'ont, le plus souvent, évoqué la situation des immigrés qu'au chapitre de la fameuse "sécurité". Et l'on a vu des ministres développer une argumentation éhontée : d'un Mauroy pratiquant l'amalgame (et décrétant que les revendications des OS immigrés ont « peu à voir avec les réalités sociales françaises ») à un Autain polémique avec la droite sur le thème « nous sommes moins laxistes aux frontières que vous ne l'étiez », le gouvernement a fait le lit des campagnes haineuses et des attentats racistes.

Le candidat Defferre — dont les affiches se vantaient « La gau-

che, c'est l'immigration contrôlée » et qui négocia un moment, entre les deux tours, le ralliement de la liste "Marseille Sécurité" — n'est pas seul en cause : seules 700 personnes participaient, le 15 mars, à Marseille, à la manifestation — interdite (!), il est vrai — organisée après l'assassinat d'un enfant de 11 ans, tué par l'explosion d'une bombe...

« ON VEUT LE RESPECT ! »

ISSUS de familles prolétaires de souche étrangère (70 % des immigrés habitent en France depuis plus de dix ans), les jeunes d'origine maghrébine qui, dans la grande banlieue lyonnaise, se sont affrontés aux CRS ou ont soutenu, ensuite, une grève de la faim, en ont assez que leur « sang soit versé au nom de (notre) sécurité publique ». Assez d'être victimes de crimes racistes impunis, assez d'être l'objet de brimades policières, d'être coincés dans un univers de chômage et de béton.

Menacés dans leurs corps, écartelés entre deux cultures, également rejetés par deux types de société non moins prompts à les utiliser (les jeunes d'origine algérienne nés en France depuis 1963 sont ainsi, faute d'un accord entre Etats, légalement tenus d'effectuer un an de service militaire en France et deux ans en Algérie !), nombre de jeunes d'origine étrangère n'en peuvent plus d'endurer l'insupportable mépris. Bien des enfants de la "deuxième génération" (plus de 1 500 000 ont moins de 26 ans, la plupart nés en France) pourraient faire leur cri souvent répété aux Minguettes : « On n'a pas de boulot, on n'a pas d'avenir, mais on veut le respect ». C'est peu et pourtant l'essentiel pour ces adolescents plus tout à fait immigrés, étrangers parmi les étrangers, qui ne baissent plus la tête pour accuser. Et inciter à mettre en œuvre, de façon urgente, l'indispensable solidarité.

Patrick BERTRAND



DERIVES



Huguette Bouchardeau

IL ETAIT UNE FOIS... LE PSU

LE rideau est tombé : Bouchardeau est entrée au gouvernement. Comble de l'ironie, elle est chargée des "pollutions, nuisances d'origine industrielle, y compris les retombées du nucléaire". Une sorte de strapontin pour s'occuper des poubelles de l'austérité de gauche.

Si tout le PSU, loin de là, n'a pas applaudi des deux mains à la prestation d'Huguette, Rocard par contre a dû rire aux éclats. Il y a 9 ans, lui-même avait échoué en voulant faire entrer tout le PSU au PS. Aujourd'hui, Bouchardeau lie, indirectement par son geste, le sort de son parti à la majorité gouvernementale. Tant de discours, de congrès, de bonne volonté autogestionnaire pour en arriver là... Feu le PSU.

UNE AUBERGE ESPAGNOLE

COMBIEN de gens l'ont traversé et qui n'y a pas été ? Dès sa naissance, dans la guerre d'Algérie, il a su capter de très nombreux militants et hommes politiques. Au départ, face à la cadavérique SFIO et au PC qui n'avait pas encore compris que Staline était mort, des chrétiens progressistes, des socialistes antimolletistes, des militants de gauche, voulaient créer une "troisième voie". Par la suite, la nature des militants changea, mais le phénomène d'attraction resta le même jusqu'en 1974 où l'AMR (Alliance Marxiste Révolutionnaire) l'intégra.

Parti passoire, le PSU ne cessa de l'être ; à la génération Savary, Hernu, succédèrent les trotskistes, les maos pas encore repentis et quelques libertaires. Car on entraînait au PSU, non pas comme dans un parti politique, mais plutôt comme dans un laboratoire. Ce creuset culturel fourmillait d'idées qui, de fait, naissaient ailleurs. Aux notables, s'ajoutaient ainsi les employés, les cadres moyens et les ouvriers. Enfin, la petite bourgeoisie montante des années 60 donnait une coloration un peu pimpante à ce patchwork intellectuel. Au bilan cependant, cette passoire perdait plus qu'elle n'attrait, car, s'il y

avait 20 000 adhérents en 62, en 74 il n'en restait que 12 000, en attendant les 5 126 de 1983 ! Triste score mathématique.

GROSSE TÊTE ET GRAND CŒUR

AVEC un zeste de naïveté évangélique où la barbe est de bon ton, voilà le PSU des années 70. Les débats les plus riches le traversent, le secouent. Le même courant "moderniste" qui irrigue la CFDT, l'enrichit. Dès 68, à la "troisième voie" succède la volonté de créer la "deuxième gauche". Il s'agit, à la fois d'inciter la gauche orpheline (du PC) à l'union, et l'extrême-gauche nostalgique (du léninisme) au rassemblement. Le PSU se veut tout à la fois : pôle d'union de la gauche et pôle révolutionnaire. Il ne sera ni l'un, ni l'autre, mais en attendant il est de tous les débats : nouvelle classe ouvrière, "décolonisation" des femmes, autogestion, etc. Il impulse de très nombreuses structures de rassemblement, du "Comité de liaison pour l'autogestion socialiste", en passant par le "Front autogestionnaire", jusqu'au dernier rejeton un peu fantomatique, la "Convergence pour l'autogestion".

Le PSU est aussi, de 68 à 73, de toutes les luttes : le Larzac, Cerisy, les comités de soldats, le MLAC, pour ne citer que quelques exemples. Ses militants participent de tous les tronts. Et ils y sont d'autant mieux qu'ils sont à la fois les seuls "gauchistes" à avoir la caution morale de la CFDT, et les seuls réformistes à avoir celle de l'extrême-gauche. Deux casquettes que certains portaient, ma foi, avec élégance.

Lip marqua ainsi, à l'été 73, le point culminant du PSU. Tous les syndicats y étaient, mais la CFDT était en pointe ; tous

les groupes d'extrême-gauche y étaient, mais le PSU, représenté par le leader des Lip, Piaget, jouait le rôle d'arbitre et d'animateur. Mais, Lip, c'était déjà la fin pour le PSU.

LE DOUBLE LANGAGE DU PSU

JUSQU'EN 1971, entre les socialistes bon teint et les gauchistes, la coexistence, même houleuse, fut possible à l'intérieur du parti. La nature des débats permettait à chacun de reconnaître ses

REPÈRES DES CHIFFRES ET DES LETTRES

- 1954, novembre : guerre d'Algérie.
- 1960, avril : naissance du PSU.
- 1964, octobre : naissance de la CFDT.
- 1967 : Rocard, secrétaire national du PSU.
- 1971 : congrès de Lille du PSU.
- MLAC.
- Juin : congrès socialiste d'Épinay.
- 1972 : Grève du Joint français.
- Programme Commun.
- 1973 : Lip.
- 1974 : Assises du Socialisme.
- Congrès d'Amiens du PSU : contre le nucléaire.
- Novembre : adhésion de Rocard au PS.
- 1977 : Rupture de l'Union de la Gauche.
- 1978 : "Front Autogestionnaire" : PSU, MAN, féministes...
- Le PSU obtient 2 % aux élections.
- "Convergence pour l'Autogestion".
- 1979 : Bouchardeau devient secrétaire nationale.
- Congrès de Metz du PS.
- 1981 : Bouchardeau, candidate PSU aux présidentielles.

petits. Rocard lui-même pouvait à la fois soutenir l'idée de parti révolutionnaire (1970) et proposer en même temps un pacte d'unité populaire (1971). Le secrétaire général satisfaisait ainsi tout le monde. Le drame, en fait, c'est que le PSU s'avérait impuissant à créer concrètement l'une ou l'autre des deux alternatives.

Pôle révolutionnaire, il ne le fût pas. Même lorsqu'il lance, en 70, ses propositions de discussions sur les problèmes de la construction du parti, ce n'est guère sérieux. Et s'il précise qu'il compte bien «appliquer l'héritage de la révolution d'octobre», cela n'a guère d'implication : les libertaires qui y étaient en sortent, les trotskistes sont contents. Mais ça ne durera qu'un temps.

Au-delà des congrès et de leurs péripéties, ce pôle de convergence de l'extrême-gauche exista pour le PSU, mais à l'intérieur des luttes qui lui apportèrent sa richesse. Et lorsque celles-ci refluerent, non seulement ses militants les plus actifs le quittèrent (en 72, les trotskistes réintègrèrent la Ligue), mais le PSU ne fut plus qu'un souvenir de lui-même.

Rassembleur de la gauche, il ne le fût pas plus. Le courant social-démocrate s'est modifié au cours des années mais n'a jamais disparu. Le "oui mais" accordé à la candidature Mitterrand en 65 le montre. Cependant, cette tendance s'est transformée. La tentative conjointe Maires-Rocard pour imposer Mendès-France en 68 en montre aussi les limites. Une nouvelle conception de la société, du pouvoir, se dessine tant à la CFDT qu'au PSU. Les thèses de Mallet sur la nouvelle classe ouvrière, la mise en avant du thème du socialisme autogestionnaire, montrent à la fois l'ampleur et les limites de cette "deuxième gauche". «Dans le cadre d'une société industrielle développée, l'autogestion des activités principales est le moyen de redonner aux hommes leur dignité et leur capacité d'initiative» : Dans un cadre très moraliste et moderniste, la social-démocratie se redéfinit.

Rocard et la CFDT ont pensé jusqu'en 71 que le PSU pouvait être le cadre politique d'une telle reconstruction. Mais l'échec du pacte d'unité populaire en 73 marque la faillite de ce plan. Jusqu'à cette date, la direction du PSU laissait passer les tempêtes et canalisait majoritairement l'extrême-gauche. Jouant les uns contre les autres, le courant social-démocrate se maintenait au pouvoir. Ainsi Rocard, passé maître dans l'art du double langage, pouvait en 73 tirer un bilan à la fois positif et négatif : «j'ai résorbé la crise gauchiste...

mais deux ans trop tard». Car Epinay en 71 avait déjà donné naissance au PS. Même si le PSU réaffirmait sa volonté électoraliste («le PSU contribuera à faire reculer la bourgeoisie, en sachant bien que le principal combat ne se déroulera pas sur le terrain électoral»), une page était tournée. Alors que le PS grimpeait, dans et hors du programme commun, le PSU s'effondrait. En 73, aux élections, il avait perdu la moitié de ses voix de 68. Ni pôle révolutionnaire, ni pôle social-démocrate, le PSU fut peut-être et à la limite le «parti des fronts secondaires» jusqu'en 73.

LA MATERNELLE DES MINISTRABLES

DÈS 73, la page est donc tournée. Piaget ne sera pas candidat du PSU et Rocard démissionne du secrétariat national, préparant ainsi son OPA sur le PS. L'opération est un échec relatif (seul un millier de militants le suivent) car beaucoup croient encore à l'autonomie du PSU, ou plutôt à son rôle dans les luttes.

Mais les luttes déclinent et le PSU ainsi s'essouffle et perd ce qui lui donnait vie. Ballotés entre les comités de soldats, la lutte antinucléaire et le mouvement des femmes, les militants se dispersent. Plus crédible ni aux yeux d'une extrême-gauche qui se raréfie, ni aux yeux d'une gauche qui se construit, le PSU en tant que tel n'existe plus. Ses militants "gauchistes" le quittent, les nostalgiques des luttes de 70 par un mouvement "naturel" se retrouvent à la CFDT où la "sensibilité", le climat, les débats ont de nombreuses analogies avec ce qu'ils ont connu.

Et même au niveau électoral, en utilisant tous les subterfuges possibles (écologie, autogestionnaire...), le PSU n'a ni forces, ni moyens : 1,1 % des suffrages en 81. Devenu fantomatique, que lui restait-il ? Soutenir le pouvoir.

Ainsi dès le congrès de 81 la participation du PSU est formulée comme «tout à fait concevable» avec évidemment des garanties : «sur le nucléaire... freinage de la course aux armements... droits réels pour les travailleurs... une vraie politique de partage du travail». L'essentiel était dit. Bouchardeau, minoritaire sur ce point en 81, devint majoritaire en 82. Et il n'y eut pas de protestations véhémentes à l'intérieur du parti lorsqu'elle participa à la réception de Versailles en l'honneur de

Reagan, alors que dans la rue une manifestation anti-Reagan avait lieu avec la participation du PSU !

Bien sûr, aujourd'hui, Bouchardeau au gouvernement, des sections protestent, s'élèvent contre l'aspect antidémocratique de la démarche. Mais le dernier congrès du PSU avait déjà tranché sur l'essentiel : «aucune alternative de gauche n'existe aujourd'hui et pour la période à venir au gouvernement actuel». Dans cette perspective, au nom du "réalisme", et des "nécessités de l'heure", comment ne pas admettre l'intérêt qu'il y a, pour la représentante du PSU, à contrôler les poubelles du capitalisme ?

Pour le militant de base, la boucle est bouclée. Que peut-il faire ? Hiverner jusqu'à des jours meilleurs ou rentrer au PS où il retrouvera les anciens ? En attendant, sur les bancs du pouvoir, Rocard, Mousel, Bouchardeau ajustent les derniers clous du cercueil du PSU.

Violette MARCOS

PSU ET LIBERTAIRES

De nombreux libertaires en mal d'efficacité ont été attirés, à un moment ou à un autre, par une convergence avec le PSU, ou en tous cas avec certaines de ses franges. Ainsi la T.A.C. (Tribune anarchiste communiste) qui faisait partie des Centres d'initiative communiste (CIC) participa à ce titre en 73 au CLAS (Comité de liaison pour l'autogestion socialiste) lancé par le PSU et où on trouve également l'AMR et Objectif Socialiste.

Le TAC définit alors ainsi les objectifs du CLAS : «Il y a espoir de créer l'embryon révolutionnaire conçu dans les perspectives du socialisme autogestionnaire». Mais, rapidement, les manœuvres du PSU montrent les limites de ce pôle, surtout à partir de Lip. Le CLAS est abandonné en même temps que quelques membres du CIC rejoignent le PSU.

Après le CLAS, autre opération du PSU : le MAS (Mouvement pour l'autogestion) qui en fait ne vit même pas le jour. Comme l'écrivaient les camarades de la TAC : «Les révolutionnaires au sein du CLAS et du PSU mènent un combat d'arrière-garde qui passe inaperçu. Même Piaget ne croit pas en Piaget». Il n'empêche que les camarades de la TAC, tout en fournissant des analyses intéressantes sur la période, s'enlisèrent dans une stratégie de convergence jusqu'à s'en essouffler et disparaître.



EN MARGE

UNE GRÈVE PEUT EN CACHER UNE AUTRE

Le 14 février, les étudiants en médecine se mettent en grève contre l'examen "classant" de fin d'études voté dans la réforme des études médicales, examen supprimant la possibilité de choisir la poursuite des études vers la spécialisation ou la médecine hospitalière. Ce mouvement, spontané, refusant la tutelle des différents syndicats, a pris tout de suite une vaste ampleur.

Devant ce succès, les internes et les chefs de clinique, soutenus plus tard par les patrons, décident alors de se mettre eux aussi en grève pour un motif qui ne sera donné que le premier jour et dont on ne reparlera plus par la suite. Objectif réel : faire l'amalgame entre les deux mouvements en les présentant comme une réaction globale à la réforme. En fait, les internes s'opposent à un projet de réforme qui ramènerait la durée du clinicien à deux ans au lieu de quatre, aboutissant à une titularisation qui leur semble insuffisante. Ils demandent également la création de postes de médecins hospitaliers en nombre supérieur à celui proposé par le gouvernement. Seul le SNES-Sup, syndicat très minoritaire ne s'associe pas à la grève rappelant que les revendications essentielles des internes ont été, ou sont en voie d'être satisfaites : revalorisation de la couverture sociale en contrepartie de l'extinction du privé à l'hôpital, rémunération des gardes et garantie d'emploi des médecins contractuels.

En réalité, les internes, qui depuis les dernières élections ont découvert cette nouvelle arme, se mettent surtout en grève contre le gouvernement dit de gauche, par crainte d'une modification du système médical actuel et donc d'une perte de leurs privilèges. Ils sont d'ailleurs soutenus par tout le corps médical, et en particulier par les patrons qui refusent d'admettre la réforme hospitalière avec à la clé la suppression de leur mandarinat. Dans le cadre de la départementalisation, les patrons ne seront plus nommés à vie, mais élus pour quatre ans. Projet on ne peut plus inconcevable pour ces gens-là dont certains préféreront démissionner "plutôt que de voir ça".

Alors que les étudiants luttent contre une loi qui vient d'être votée, au total, cette grève qui a pris une importance grâce à eux, risque de ne profiter qu'aux internes et chefs de clinique dans leur opposition aux projets de réforme.

A LILLE, LA CGT FAIT LE MÉNAGE

On se souvient du contrat de solidarité de la Mairie de Lille en novembre 81. Et pour cause. Des licenciements étaient à la clé. Mais comme il s'agissait de montrer l'exemple, la municipalité Mauroy et les syndicats s'efforcèrent de le faire aboutir. C'était sans compter sur la détermination des travailleurs municipaux qui refusèrent (à l'exception de FO) de le signer. Alors, la CGT-Paris mandate ses responsables pour essayer de convaincre les salariés, notamment la section CGT-Communaux. Visiblement, les débats furent houleux et surtout, vains. Ou à cela ne tienne, ce fut l'UD-CGT Lille qui, passant par-dessus les travailleurs concernés, signa le fameux texte. Le litige, il faut le savoir, en cachait bien d'autres : puisque que ce soit sur l'Afghanistan ou sur la Pologne le désaccord était net entre l'UD et le syndicat CGT de la mairie.

Evidemment les instances CGT ne pouvaient supporter un syndicat contestataire dans le fief même de Mauroy : quelle image aurait-on donné au camarade-premier-ministre ! C'est pourquoi, profitant de l'arrivée de nouveaux employés, l'UD-CGT a monté de toutes pièces une autre section des communaux, bien officielle, garantie, estampillée, bref "représentative". Du coup, l'autre se retrouve tout "naturellement" exclue. Joli coup des bureaucrates. Bien sûr, la démocratie syndicale a été passablement bousculée mais... place au "réalisme", et puis ce n'est quand même pas la première fois. En attendant, les exclus ont décidé d'intégrer le syndicat autonome de la Mairie et d'y poursuivre leur combat. Et on se prend à rêver : si tous les syndicalistes de base exclus des grandes confédérations, si tous ceux aspirant à une démocratie ouvrière réelle, si tous ceux qui ont monté de petits syndicats sur de tels principes avaient l'idée de coordonner nationalement leurs efforts, un grand pas serait fait en bénéfice du mouvement ouvrier.

RIDICULE ET SCANDALEUX

Par les temps qui courent, il ne fait vraiment pas bon être placé dans le rôle de commodore bouc émissaire. Stephen King, Michael Plunkett et Mary Reid, les trois irlandais arrêtés à Vincennes le 28 août 1982 en savent quelque chose. Survenant opportunément au début de la campagne antiterroriste lancée par le gouvernement, leur arrestation avait été annoncée à grand renfort de publicité, un communiqué de l'Elysée les présentant même comme de très dangereux terroristes de dimension internationale. Manipulation ? Maladresse ? La baudruche se dégonfla rapidement, les fameux émulos de Carlos se révélant être des militants que l'on inculpa de délits somme toute mineurs : détention d'armes et d'explosifs, recel, usage de faux.

A défaut de tuer, le ridicule peut rendre bête. Et méchant. Au lieu de reconnaître son erreur ou d'étouffer l'affaire, la présidence fit montre d'une rancune tenace à l'égard des trois irlandais, devenus bien malgré eux l'enjeu d'une sinistre farce. Arrêtés dans des conditions de légalité plus que douteuses (absence d'un officier de police judiciaire, perquisition effectuée sans véritable témoin, empreintes impossibles à établir, témoignages contradictoires des gendarmes sur la découverte d'un pain de plastic...), ils auraient dû être relâchés depuis longtemps. Mieux même, leur détention se révélait être complètement illégale.

Une fois n'est pas coutume, le quotidien "LE MONDE" publia une courageuse enquête mettant à nu les irrégularités de leur arrestation. Le journal de la rue des Italiens émit même l'hypothèse qu'"on" aurait fabriqué des preuves matérielles (explosif notamment) afin de justifier la pousse du G.I.G.N. Et l'on vit le juge d'instruction chargé du dossier transmettre à la chambre d'accusation la demande d'annulation de la procédure présentée par les avocats.

La décision de rejet prise le 23 mars par ladite chambre est la droite ligne de cette sordide affaire. Les défenseurs ont beau se pourvoir en cassation, la libération des trois militants emprisonnés depuis déjà neuf mois est une fois de plus reportée. C'est cher payer, vraiment très cher, une gaffe présidentielle.

LA GAUCHE ÉPAULE LE PEN ?

Le 14 mars dernier, prétextant un racket exercé par des militants turcs de l'organisation révolutionnaire Dev Genç à l'encontre de commerçants de même nationalité, la police parisienne organisait une vaste rafle dans la capitale contre des travailleurs immigrés. Les deux témoins qu'elle a fournis contre ce "racket" sont tristement célèbres pour leur soutien à la junte militaire turque, c'est tout dire...

Ainsi donc, dans la journée qui a suivi le second tour des municipales, plusieurs personnes ont été interpellées dans la rue, à leur domicile, à la sortie du lieu de travail ou encore dans des bars. Le soir même, une perquisition avait lieu au siège de l'Association Démocratique des Travailleurs de Turquie (ADTT) et une autre à celui de l'Association Patriotique des Travailleurs Kurdes (KKWK). A l'ADTT, 60 travailleurs furent fouillés et 4 interpellés. Au KKWK, outre la détérioration du matériel : 15 interpellations.

La gravité de cette vaste opération policière n'est pas uniquement due à l'ampleur des descentes et au nombre d'interpellations. C'est aussi parce qu'elle intervient au lendemain d'élections qui ont vu un Le Pen marquer des points, un RPR s'alliant au Front National à Dreux dans une campagne anti-immigrés. Il est vrai que les déclarations de Dettler, cet été, assimilant terroristes et immigrés ainsi que celles, plus récentes, de Mauroy accusant les travailleurs immigrés en grève dans l'automobile d'être manipulés par l'intégrisme religieux, ont montré la voie à l'extrême-droite.

Décidément, la gauche semble s'enfermer consciemment dans un discours sécurisant, amalgamant à souhait chômage-délinquance-terrorisme-immigration, au risque de réveiller de vieux démons !

L'ARMÉE CONTRE LES POSTIERS

Depuis le 4 mars, les 800 agents du centre de tri postal de Toulouse sont en grève. Parce que leur centre doit être transféré dans la banlieue et que cela va leur imposer des pertes de temps en transports et déplacements, ils réclament, en compensation, une réduction de leur temps de travail. Pour appuyer leur revendication, ils assurent une heure de débrayage quotidienne. Résultat : plus de 5 millions de lettres en attente. On ne s'étonnera pas de la colère des patrons de la région qui envisagent même de monter leur propre réseau de distribution, comme ils avaient monté un réseau de bus au moment de la grève des transports en commun. Ce que l'on comprend moins, c'est l'attitude du ministère des PTT qui rechigne à la négociation alors que les socialistes s'étaient dit ardents défenseurs des 35 heures. Mais c'était avant mai 81 ! Mieux encore : non seulement ils oublient de tenir leurs promesses, mais ils font même donner la troupe. Le 30 mars, l'armée intervient directement au centre de tri et emporte 150 000 lettres. Le bon temps d'une armée briseuse de grève serait-il revenu ?



ARGUMENTS

ECRANS

ARRETE TON CINEMA !

LES "Rio", les "Palace" et autres "Rex" Lagonisent. Que de souvenir liés à ces noms balisant la triste réalité d'un cinéma français bien malade !

La concurrence de la télévision a été, certes, notoire dans le déclenchement de cette crise. De 411 millions de spectateurs en 1957, le nombre d'entrées est passé dans les années 70 à 175 millions seulement. Les 200 millions d'entrées enregistrées en 1982 seraient-elles le signe de la reprise ou bien le dernier sursaut d'une industrie en crise dont les structures n'ont guère évolué depuis Vichy ?

Une chose est néanmoins sûre : grand écran ou petit écran, les Français sont attachés à l'univers de rêve véhiculé par les films.



D EPUIS le temps que le cinéma français crie à la mort, et s'obstine malgré tout à vivre, on aurait tendance à ne plus entendre ses appels au secours. En effet, dès les premiers "films d'art", la contradiction entre sa prétention artistique et sa nature industrielle portait le germe de la crise au règne de l'image animée.

Et si Malraux affirmait que « *par ailleurs le cinéma est aussi une industrie* », le rapport Malecot (1) précise bel et bien que « *le cinéma est l'une des industries les plus hautement spéculatives* ».

L'ARGENT DES AUTRES

L'EPOQUE où les producteurs, à l'initiative de la plupart des œuvres, étaient des véritables créateurs, est bien révolue. Qui plus est, aujourd'hui on compte sur les doigts de la main le nombre de sociétés capables de faire face au financement d'un film, les producteurs étant devenus des jongleurs jouant avec les crédits et les échéances.

Les bailleurs de fonds, regroupés autour d'un pool constitué par l'UFIC (2) et la SOFIDI (3), malgré des privilèges exorbitants (l'Etat lui garantit, en cas de coup foudre, un remboursement de 80 % de ses pertes à concurrence de 14 millions), ne

prennent aucun risque. Seuls le nom et l'expérience du couple réalisateur/producteur comptent. Toute tentative novatrice tourne court.

La masse d'argent n'étant pas, dans la plupart des cas, suffisante, studios, labos et même acteurs, accepteront de travailler à crédit. Les agios se multiplieront d'autant...

Dès lors, la règle de la profession sera de "faire vite". Produire vite, distribuer vite. Tant pis si le scénario est approximatif et le tournage bâclé. Une grande partie du budget du film désertera l'écran pour la poche des divers individus concourant au montage financier du film.

PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-TOI

AUX servitudes du crédit s'ajoutent celles d'un système qui a fini par donner aux distributeurs et aux exploitants de salles, un pouvoir absolu ou presque sur la production cinématographique, alors qu'ils prennent le moins de risques financiers.

Si autrefois le distributeur était un simple prestataire de services (promotion, financement des copies, etc.), sa puissance finan-

cière fait désormais de lui le garant des producteurs auprès des banques. C'est pour cela que dans la répartition des recettes, la part du distributeur s'élève à 35 %. De leur côté, les exploitants des salles gardent 50 % de la recette.

Ajoutons qu'il existe aujourd'hui en France cinq sociétés de distribution d'ampleur nationale : AMLF, Gaumont, et trois américaines : Warner, Les Artistes Associés et CIC (Universal, MGM, Paramount).

L'action des médias fait que les spectateurs des quatre coins de la France veulent voir en même temps les nouveaux films. Les exploitants vont former des circuits pour mieux négocier face aux distributeurs.

A l'aube des années 1970, les trois grands du cinéma français, Gaumont-Pathé, UGC et Parafrance, avec 2 500 des 4 000 salles du parc national, vont se partager le marché, régnant en maîtres sur tous les échelons de la production cinématographique.

Cette concentration, et la formule des multisalles, créée par Jean-Charles Edeline avec la bénédiction d'un certain ministre des Finances nommé Giscard d'Estaing, permettront momentanément de faire face à la dégringolade de la fréquentation des salles, confrontées à la concurrence de la télévision.

La création cinématographique sera bouleversée. Les programmeurs, l'œil fixé sur le quotidien "Ciné-Chiffres" veillent au grain. Gare aux films qui ne tiennent pas leurs promesses ! Le succès doit être immédiat. On ne laisse pas aux films le temps de faire leur bonhomme de chemin. L'argent conditionne une fois de plus l'existence du film.

MAIS Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ?

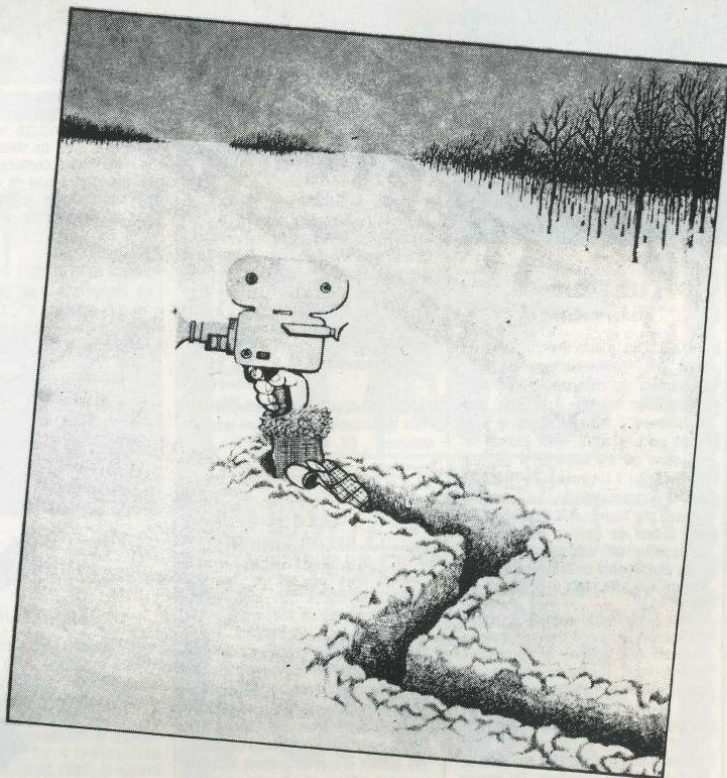
L'INTERVENTION de l'Etat, qui exerce une tutelle stricte sur le cinéma, à travers une réglementation de style très pétainiste, datant de 1942, est marquée par son désintéressement. A ce sujet, il convient de signaler que la part du Cinéma dans le budget de la Culture, déjà insignifiante, n'est que de 1 %.

Et pourtant, l'Etat, à travers le CNC (4), financé par l'argent de la profession, exerce la surveillance sur l'accès à celle-ci. Par l'intermédiaire du Trésor, il gère également le Fonds de soutien au cinéma français. Ce fonds est alimenté par une taxe de 14 % sur les recettes et un versement de la télévision d'un montant de 25 millions, disposant ainsi de près de 400 millions de francs par an.

Cette aide de l'Etat va d'une part aux producteurs, distributeurs et exploitants, au prorata des recettes qu'ils ont réalisées, bénéficiant et renforçant ainsi les centres de pouvoir de l'industrie cinématographique.

Une aide sélective, l'avance sur recettes, créée par Malraux en 1958, est destinée aux jeunes réalisateurs, afin qu'ils puissent monter leur premier film. Mais, outre la minceur de ce budget, qui était jusqu'en 1980 inférieur à 25 millions de francs, il arrive trop souvent que cette aide soit accordée à des metteurs en scène déjà confirmés.

L'inefficacité de l'aide de l'Etat, et son impuissance face aux groupes économiques contrôlant l'industrie cinématographique, s'explique par le fait que le cinéma est considéré comme un produit culturel mineur. Ainsi les recettes des films sont assujetties à une TVA de 17,6 % (contre 7 % pour les salles de strip-tease). De même le matériel cinématographique (appareils, pellicule...) a été taxé jusqu'en avril 1978 de 33,3 %. Il est vrai que la seule TVA sur les recettes (et là il faut rappeler que le prix d'entrée est fixé de façon autoritaire par l'Etat) fait rentrer dans les caisses de celui-ci plus de 300 millions de francs.



FRANÇOIS, JACK, LE CINÉ ET LES AUTRES...

UNE petite phrase de F. Mitterrand nous avait prévenu : « *L'innovation, l'audace et le talent sont soumis à la volonté de trois ou quatre décideurs... le renouvellement de l'art cinématographique suppose un pluralisme des interlocuteurs qui n'existe plus* ».

La vieille idée de l'Etat protecteur pointe l'oreille. Jack Lang va s'efforcer de lui donner corps.

L'industrie cinématographique s'était reconstituée à partir des années 70, grâce au pouvoir des exploitants-distributeurs, qui ont joué la rentabilité des salles, au détriment de la santé du film. Le nouveau Monsieur Cinéma s'efforce de faire rentrer la moralité, voire le moralisme socialiste, dans le cinéma.

Ainsi, la Loi du 29 juillet 1982 vise en premier lieu les trusts de programmation. La nouvelle répartition des aides, qui va prioritairement aux distributeurs indépendants et aux circuits "art et essai", veut renforcer cette nouvelle donne. Quant à l'avance sur recettes, son budget est doublé, passant, en 1983, à 60 millions de francs.

L'industrie du cinéma, comme toute réponse, poursuit allègrement sa restructuration. La Gaumont poursuit son intégration verticale, contrôlant le produit en aval et en amont de la production. Pour cela elle se lance dans les industries

"complémentaires" : disque Erato, éditions Ramsay, magazine "Le Point", Edibusuel (où, associée à Gallimard, elle cherche à "développer l'exploitation sous forme audiovisuelle des œuvres littéraires").

Les accords entre Hachette première, filiale de la société Hachette, et la Twentieth Century-Fox s'inscrivent également dans ce mouvement général de recomposition des dispositifs industriels dans l'audiovisuel.

Si dans cet épisode, l'Etat s'est donné le beau rôle, terrassant l'hydre capitaliste qui avait étouffé la production culturelle, ses dispositions risquent d'être, à l'image de leur inspirateur, le toujours sémiotisant Djac(k)es 'Lang, le beau lifting d'un ballon de baudruche.

A-t-on oublié qu'un Français sur deux vit dans une commune non équipée pour le cinéma ? Est-il sensé de vouloir ignorer que les nouvelles technologies ont déplacé le centre de gravité des images et des sons ?

Le gouvernement socialiste, par souci de son image culturelle, se préoccupe de la survie du rituel cinématographique, mais aujourd'hui, le spectacle n'est plus dans la salle. Le gouvernement le sait bien, mais ceci est un autre film...

Xavier VADILLO-AURTENETXE

(1) Réalisé en 1977, à la demande du secrétariat d'Etat à la Culture.

(2) Où participent le Crédit Lyonnais, le Crédit du Nord, la BNP, le CIC et l'UFB.

(3) Composée de la banque Worms, le Crédit du Nord et la banque Vernes.

(4) Centre National de la Cinématographie, sorte de surveillant général de l'industrie cinématographique.

KIOSQUE

LES FAISEURS DE L'ACTUALITÉ

Que l'on n'aille pas croire que seuls les "journaux à sensation" s'adonnent au reportage-bidon ou à l'information frelatée. Il y a bien des manières d'y tomber et, sous une forme ou une autre, quel journal ou magazine ne s'y adonne-t-il pas un tant soit peu ? Un journaliste d'*Actuel* pris en flagrant délit de "bidonnage" finissait par reconnaître que « **cela ne sert à rien de donner les faits tels qu'ils sont : cela vide un discours, les gens croient plus facilement à une fiction qu'aux faits réels** ». Voilà qui est clair !

Ce livre lève le voile sur quantité d'aspects du monde de la presse sur lesquels les moyens d'informations désinforment, ne serait-ce que par omission. Des grands reporters campant tous dans les mêmes grands hôtels des capitales mondiales et rédigeant parfois leurs papiers sans même être sortis à la rue, sur la foi de confidences de confrères. Ou encore cette meute d'envoyés spéciaux débarquant en Irlande pour assister à la lente agonie de Bobby Sands, passant des journées entières au bar de leur hôtel préféré et dont la seule angoisse était que le gréviste de la

faim ne meure après l'heure de bouclage de leur journal. Des journalistes dont les articles sont une simple juxtaposition de télex d'agences qu'ils se contentent de signer... Les patrons de presse et leurs liens avec les groupes financiers qu'ils caressent parfois dans le sens du poil, pour peu qu'ils soient les bailleurs de fonds de leur canard.

Un monde où l'on fait la Une des déboires de tel grand reporter ou de tel rédacteur en chef mais qui ne soulève mot du sort réservé aux pigistes ou aux salariés de la boîte.

Il s'agit vraiment d'un livre « à l'usage des lecteurs de presse » qui mérite d'être lu par tout un chacun et qui en dit long sur la crédibilité de vos quotidiens préférés.

J.D.

M.-O. Delacour et Y. Wattenberg : **"Dix petits tableaux de mœurs journalistiques"**, Ed. Megreli, 78 F.

LA RECUPERATION AU QUOTIDIEN

Pour tous ceux qui ne sont pas encore convaincus que nous vivons dans une société de consommation, il faut lire le livre de Bertolini. On y apprend, à travers plusieurs exemples concrets et sur un ton humoristique, que l'on peut récupérer et recycler une très importante partie des déchets que nous produisons. Même que certaines entreprises ont monté des affaires viables et que de grosses fortunes se sont bâties sur la récupération. Comme le dit Bertolini : **"Il ne suffit plus de contester, il convient aujourd'hui de faire, de mettre en pratique, d'expérimenter..."**. Mais voilà, je n'ai pas envie de devenir une grosse fortune et je n'ai pas envie de

"délaisser les réflexions philosophiques", même si c'est au goût du jour. Parce que s'attaquer aux problèmes quotidiens en **"dépassant le temps des discours sur la société de gaspillage"** ne peut que mener à un activisme de colmatage, un apolitisme dangereux, ou à un électoralisme de bon sens. Mais certainement pas à une remise en cause de cette société qu'il faut changer et non rafistoler. Alors, attention au récupérateur récupéré !

• Gérard BERTOLINI, **"La récupération au quotidien : la crise à la poubelle ?"**, Les alternatives du Centre-Est, BP 1343 — 21023 Dijon cedex.



TOUS AUX ABRIS !

Les technocrates, politiciens et autres stratèges du terrorisme nucléaire font tellement montre de "sérieux" pour évoquer la mort qu'ils nous préparent que la **"petite anthologie de la bombe atomique et des manières de s'en protéger"** intitulée **"Tous aux abris"** n'apparaît nullement farfelue. Loin d'être un dérisoire manuel de "protection civile", le **"livre qui sauve"** est pour l'essentiel consacré à la "bétonnite", cette maladie qui, venue des Etats-Unis, commence à se répandre dans nos contrées.

Dédiée à Alfred Jarry, Chaval, et De Gaulle, cet ouvrage plein d'humour rassemble des chiffres, faits précis et déclarations hélas nullement fantaisistes. De l'histoire de l'atome aux effets bien réels des bombes, des menaces aux séquelles, voilà les mille et une

facettes de l'arsenal nucléaire.

Fournissant d'informations, illustré de nombreuses photos remarquables, comportant bibliographie, filmographie, nouvelles de S.F. et jeux (mais oui), ce livre est, comme l'avoue fort bien son auteur, né d'une colère : **"Colère contre le danger de banalisation du péril atomique (on voudrait nous faire croire qu'il est possible de survivre à l'apocalypse). Colère contre les marchands d'abris sans scrupules, contre les "techno-stratègocrates" de la course aux armements"**. A consommer en tranches dans les sandwichs emportés aux manifs anti-guerre.

M.A.

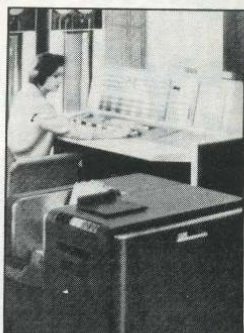
Pierre-François DEREMS, **"Tous aux abris"**, Le Dernier Terrain Vague, 75 Francs.



VU ET REVUES

TERMINAL 19/84

Un dossier de 23 pages sur l'informatique et la santé ouvre le dernier numéro de TERMINAL 19/84 (revue du centre d'information et d'initiative sur l'informatisation). Comme toujours, cette publication réussit à allier des informations très spécialisées à des réflexions générales sur le devenir de nos sociétés, dans un langage accessible à tous. TERMINAL 19/84 reste une des rares revues spécialisées qui vaillent le détour des néophytes. Dans ce même numéro, des matériaux pour l'intervention, avec un bilan de la CNIL (commission nationale de l'informatique et des libertés) et de stimulantes remarques de Jean Chesneaux dans ses "Treize effets pervers de la modernité".



• TERMINAL 19/84, 1, rue Keller, 75011 PARIS.

ALTER ECO

« Plutôt que la négation du capitalisme ou son dépassement, l'URSS apparaît aujourd'hui comme sa réalisation : la suppression de la bourgeoisie et de la propriété privée, loin d'abolir le salariat, l'a au contraire généralisé. Et la concentration du capital a atteint son stade ultime puisqu'il ne subsiste qu'un seul employeur : l'Etat. » Telle est une des réflexions du trop bref dossier sur "L'URSS en crise" du dernier numéro d'ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES. On y trouve également : "La rigueur est de rigueur" et un "Pesticide sans frontières" qui prouve, une fois encore, que les multinationales, pour faire des profits, ne reculent pas devant les risques qu'elles font supporter à l'homme et à son environnement.

• ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES, 57, bd de la Motte, 21800 Quetigny.

LE Q. LOTTE

Du Québec, ce n° 45 de Q. LOTTE consacré presque totalement à une exposition succincte mais sympathisante de l'anarchisme. Également, des informations sur le mouvement syndical et la résistance populaire au Canada, ainsi que sur la répression juridique dont ils sont l'objet (grèves déclarées "illégal", loi 111). « Faire respecter des droits, défendre des acquis, lutter pour le maintien des règles les plus élémentaires de la démocratie en contredisant l'Etat sous quelque forme qu'il se présente, est inacceptable pour lui. Il n'hésite pas alors à emprunter le chemin répugnant de la dictature. Avec la loi 111, nous concluons qu'au Québec, en février 1983, le fascisme ne rampe plus... ».

• LE Q. LOTTE, 64, rue Maisonneuve, app. 4, Québec, Qué.

SOLIDARNOŚĆ

Sur le timbre commémorant le 40^e anniversaire de la naissance du PPR (Parti Ouvrier Polonais, prédécesseur du PÖUP), les clandestins du Mouvement Polonais de la Résistance ont apposé, en surimpression, le sigle de la corneille et l'inscription « 13.12.1981-13.12.1982, la guerre du WRON contre la nation ». Dans un téléx à usage interne du PÖUP, daté du 23 février on lit que « cette action qui a commencé le 12 de ce mois se poursuit encore sur le territoire de quelques voïvodies. Jusqu'à ce jour on a recensé environ 1 500 lettres de ce type, dont 600 environ à Varsovie, 400 à Lodz et une centaine à Szczecin



et Gdansk ». SOLIDARNOŚĆ, le bulletin du bureau de coordination du syndicat Solidarność à l'étranger fournit ainsi de nombreuses informations sur les luttes qui se poursuivent en

Pologne, ainsi que sur les débats qui traversent le mouvement ouvrier de ce pays.

• SOLIDARNOŚĆ, 10, passage des Deux-Sœurs, 75009 PARIS.

LE COMBAT SYNDICALISTE

Après avoir longtemps publié en liaison avec les anarcho-syndicalistes espagnols, la CNT française s'est enfin dotée d'un journal autonome. Double tour de force : d'une part le COMBAT SYNDICALISTE paraît chaque quinze jours, d'autre part il contient des informations sur les luttes menées par la CNT, ainsi que ses réflexions sur les problèmes du mouvement ouvrier. Cette périodicité et ce contenu témoignent indéniablement d'un renouveau du syndicalisme révolutionnaire en France. Face aux abandons répétés des centrales réformistes, souhaitons que LE COMBAT SYNDICALISTE fasse entendre de plus en plus sa voix dans les luttes à venir. Au sommaire du n° 6 d'avril : l'organisation de la Sécurité Sociale, le contrôle syndical, les luttes de la CNT à la DDASS de Seine-St-Denis, à la SAFT Bordeaux et aux Cars Verts d'Arles.

• LE COMBAT SYNDICALISTE, CNT, Bourse du Travail, 3, rue Merly 31000 TOULOUSE.



COMUNIDAD

COMUNIDAD est une revue bimestrielle, éditée à Stockholm par des camarades libertaires sud-américains, en majorité exilés politiques, parmi lesquels ceux de la

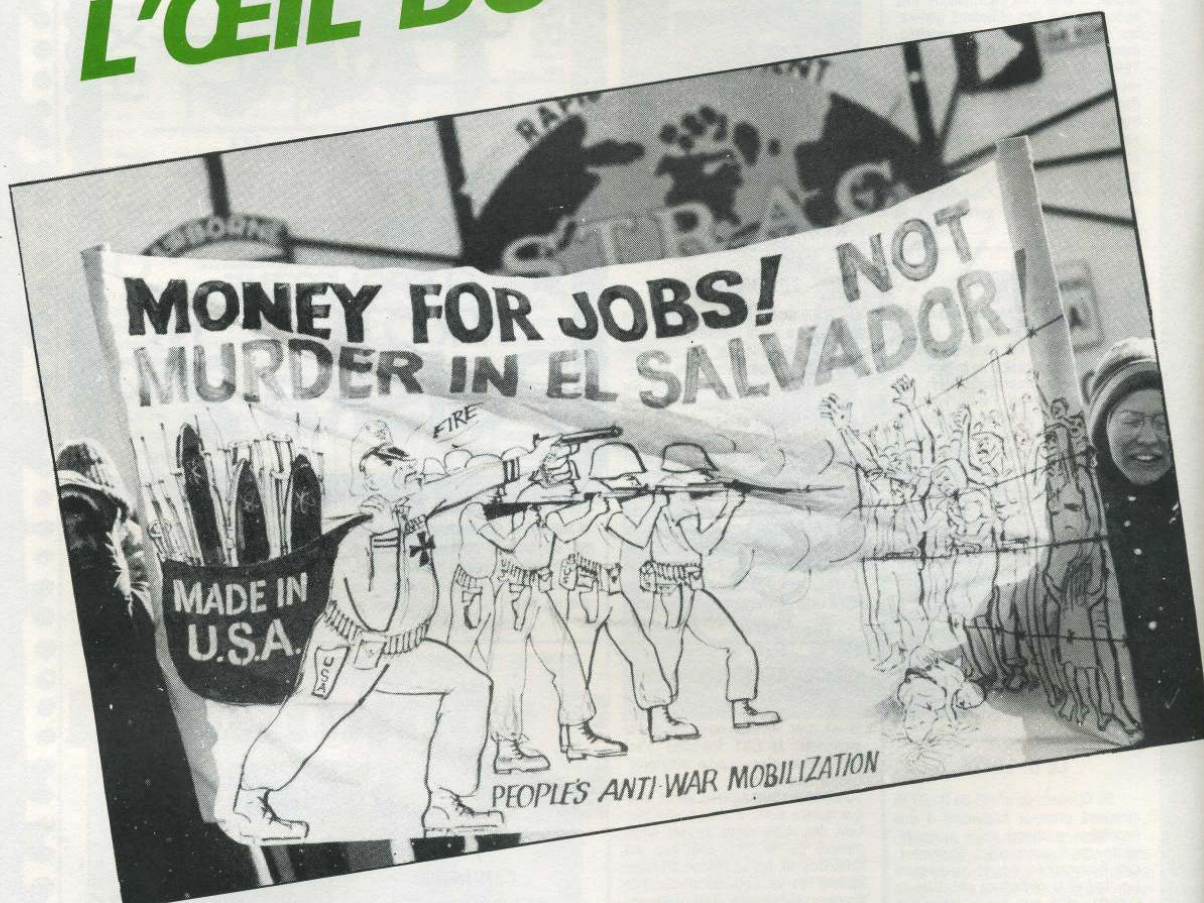
"Communauté du Sud". De par leurs liaisons, ils produisent de nombreuses analyses sur la situation en Amérique latine. Au sommaire du n° 34 de février-mars : un texte de l'"Organisation de la Résistance" en Uruguay, des informations sur l'Argentine, le Chili, le Brésil et sur le génocide des Indiens Mapuches.

• COMUNIDAD, Box 15 128, S. 104 65, Stockholm.



Page réalisée par Lily Marlène.

america L'ŒIL DU CYCLONE



- la "pax americana" • la troisième voie social-démocrate
- souviens-toi du Vietnam • les assassins de la CIA
 - Reagan-la-guerre
- les "cubains" de Washington • Bruits de Rangers
 - la girouette catholique

DOSSIER REALISE PAR TONY ALVAREZ ET JUAN HERNANDEZ

YANKEES

LA "PAX AMERICANA"

LA politique suivie par Reagan en Amérique Centrale dès son accession au pouvoir constitue une formidable entreprise de déstabilisation de la région et menace de tout faire sauter...

LA politique nord-américaine a toujours oscillé, en Amérique Centrale comme dans tout le Tiers-Monde, entre deux tendances. Selon la première, c'est la grave situation économique et sociale qui favorise la pénétration "communiste". D'où l'incitation à promouvoir de mini-réformes. C'était Carter et sa politique des "droits de l'homme". L'autre thèse analyse tout conflit à travers la lorgnette de l'affrontement Est-Ouest. C'est Reagan pour lequel, si l'ébullition de la marmite menace de tout faire sauter, nul besoin de soupape de sûreté : on s'assied sur le couvercle !

LES STRATÉGIES DE SANTA FE

EN mai 80, à Santa Fé, un comité réuni pour le compte du Parti Républicain concoctait un document. Si ses conclusions ne furent pas toutes suivies au pied de la lettre par le candidat-vainqueur Reagan, elles témoignaient déjà de ce qu'allait devenir la politique yankee en Amérique Centrale.

Pour les rédacteurs du document, « les Caraïbes, centre de trafic maritime et de raffinage du pétrole pour les Etats-Unis, est en train de devenir un lac marxiste-léniniste. Il est temps de reprendre l'initiative. L'alternative qui nous est offerte est soit la Pax sovietica, soit au contraire l'affirmation de l'hégémonie américaine au niveau mondial ». La conclusion de ces fins stratégies coulait de source : « (le gouvernement US) devrait abandonner l'idée erronée selon laquelle on peut facilement introduire et imposer, comme alternative aux gouvernements autoritaires, un système démocratique semblable à celui des Etats-Unis, tout comme il ne faut pas croire (...) que le changement en soi est inévitable, souhaitable et conforme aux intérêts des Etats-Unis ».

Ainsi, contrairement à Carter qui avait débloqué des fonds d'aide au Nicaragua pour tenter de le conserver dans le camp occidental, Reagan bloqua d'emblée l'aide et décida de faire du Salvador le pays-test de sa politique. En outre, il incita tous les gouvernements de la région à convoquer des élections. Une opération si rondement menée



qu'en 82 tous les Etats ont changé de gouvernants, les heureux élus étant tous alignés sur les thèses reaganiennes.

Les déclarations ou le passé des hommes du président sont des plus significatifs. Jeanne Kirkpatrick, qui sera désignée représentante des USA à l'ONU, affirmait en décembre 80 : « *Je ne pense pas que la victoire des sandinistes était inévitable, ni que les "troubles" au Salvador soient inévitables. Pourraient-ils cesser ? Bien sûr que oui ! Ils pourraient être vaincus...* ».

J. Kirkpatrick est, depuis, devenue la propagandiste de cette succulente distinction yankee entre Etats "totalitaires" (ceux liés à Moscou) et Etats "autoritaires" qui, selon ses dires, se cantonnent à être tout simplement répressifs ! Un tel discours devait justifier la reprise de l'aide militaire au Chili, à l'Argentine et au Guatemala du général Rios Montt.



Autre cas type, l'actuel homme-clé de la politique US en Amérique Latine, choisi par Haig pour être ambassadeur itinérant : Vernon Walters. Les interventions musclées, ça le connaît ce brave homme : il était chef de la mission militaire au Brésil en 64, lors du putsch et, le hasard faisant bien les choses, on le retrouve comme responsable des menées de la CIA en 73 au Chili lors du renversement sanglant d'Allende...

RÉGIONALISATION DU CONFLIT

L'ADMINISTRATION Reagan semble frappée d'une totale cécité. La volonté d'empêcher un "nouveau Nicaragua" et de tout ramener à un conflit

Est/Ouest sont, sans conteste, à l'origine du développement de la situation critique centraméricaine et de l'extension de la guérilla. Pour endiguer la "subversion", les USA soutiennent à bout de bras la junte salvadorienne, volent au secours des militaires guatémaltèques. Mieux, ils poussent le Honduras jusqu'ici resté plus ou moins neutre sur les devants de la scène. Ainsi, dans ce pays stratégiquement situé qui empêche la jonction des guérillas du Salvador et du Guatemala tout en isolant le Nicaragua, la politique répressive du gouvernement et son soutien aux menées des antisandinistes entraînés par les USA ont donné naissance à des actions de guérilla jusqu'à présent inexistantes. L'alignement du général hondurien Gustavo Alvarez sur les thèses reaganiennes ne saurait être plus patent. Il déclarait, sans rire, que « *nos peuples ont l'habitude de la faim. S'ils se révoltent, c'est qu'on les y incite* ».

Pour les auteurs du document de Santa Fé « *l'état de guerre est une situation normale* » et « *en temps de guerre, les ressources alimentaires sont une arme* ». Reagan s'est chargé de nous le rappeler.

UN MINI-PLAN MARSHALL

L'ÉCONOMIE centraméricaine dépend étroitement des échanges avec les Etats-Unis. Les surfaces cultivées en produits de base (maïs, haricots, riz) n'ont cessé de diminuer au cours de ces 20 dernières années afin de privilégier les cultures d'exportation (café, sucre, coton) et la production de viande bovine nécessaire aux Etats-Unis. Les terres, source fondamentale de richesse, restent pour l'essentiel aux mains des latifundistes liés aux multinationales yankees de l'agro-alimentaire (United Fruit Co-United Brandt, Standart Fruit, Del Monte...). Est-ce un hasard si les zones guatémaltèques les plus durement touchées par la répression sont précisément celles riches en pétrole, uranium, cuivre, cobalt, nickel, chrome, magnésium : autant de choses pour lesquelles les USA dépendent des importations ?

Dans son infini bonté, l'Oncle Sam annonçait, en février 82, un plan d'aide baptisé "Initiative pour le Bassin des Caraïbes" comprenant trois mesures : une aide de 350 millions de dollars, une remise de 10 % aux investisseurs US dans la région et le libre accès, pour 12 ans, de nombreux produits. Reagan nous expliqua à cette occasion qu'il avait décidé de chambouler la géographie centraméricaine. En effet, Cuba, Grenade et Nicaragua seront exclus du bénéfice de l'aide aux Caraïbes alors que le Salvador — n'ayant aucune issue maritime caraïbe — recevra rien de moins qu'un tiers de l'aide globale. C'est sans doute pour mieux faire passer ce tour d'illusionniste et minimiser l'intention politique de ce plan que le Département d'Etat s'empressait de préciser que « *Favoriser le développement économique est le meilleur moyen de prévenir l'agitation sociale* ».

Tiens donc, il y aurait donc, en Amérique Centrale, une situation économique et sociale pouvant engendrer des troubles et la "subversion communiste" n'y serait pour rien ou presque ? D'après les déclarations tonitruantes de l'administration Reagan tout au long de ces deux dernières années, on avait pourtant cru comprendre le contraire...

SOCIAL-DÉMOCRATIE

UNE TROISIÈME VOIE ?

L'influence européenne en Amérique Latine est une donnée récente. Pour s'y faire une place, le capital européen a choisi la voie réformiste et les gouvernements civils, s'opposant par là-même aux intérêts américains. C'est ainsi que l'Europe est devenue le premier partenaire commercial du Brésil, du Pérou, mais aussi du Nicaragua et du Salvador...

L'administration Carter avait largement facilité la pénétration du marché sud-américain à la social-démocratie et à la démocratie chrétienne dans le double but de contrer l'influence cubaine et de fixer ces pays au centre. Un faux pas toutefois : le soutien jusqu'au boutiste de Carter à Somoza qui a largement facilité la victoire sandiniste et en partie bloqué une possible relève social-démocrate.

Mais avec l'arrivée de Reagan, tout était chamboulé. Les USA ne cessent de critiquer les "mauvaises relations" de l'Internationale Socialiste dans la région, l'accusant de faire le jeu de Moscou par son soutien au Nicaragua, à la guérilla salvadorienne et guatémaltèque. Une analyse qui pousse l'administration Reagan à jouer l'autre carte européenne : l'Internationale Démocrate-Chrétienne qui a remporté les élections au Venezuela, participe au pouvoir en Equateur et au Pérou, et reste l'alternative possible au Costa Rica.

Les contradictions subsistent toutefois au sein de l'I.S. Ainsi, l'aide militaire israélienne à la junte salvadorienne dès 75, durant le mandat travailliste, alors que la section locale de l'Internationale, le MNR, rejoignait la guérilla du FDR-FMLN... Plus récemment, après le départ en exil du nicaraguayen Eden Pastora, l'ex-sandiniste fut reçu par le PLN du Costa Rica, le PS portugais, le PSOE espagnol tandis que Mitterrand réaffirmait son soutien aux sandinistes et refusait de le rencontrer !*

Gardons-nous bien, toutefois, d'exagérer ces divergences internes et les désaccords avec Washington. L'Internationale Socialiste reste très attachée au camp occidental, au même titre que l'Internationale Démocrate-Chrétienne. Toutes deux contribuent, à leur façon, à la stabilité du "Monde Libre" en faisant miroiter les possibilités d'une démocratie bourgeoise et d'une alternance politique. Le bipartisme est toujours une solution de rechange pour le capital afin de neutraliser tout processus révolutionnaire. Chose que viennent rappeler leurs programmes respectifs dans lesquels, si l'on excepte un accent plus violemment anticommuniste chez les démocrates, on aurait bien du mal à trouver la différence...

* Ces mêmes désaccords sont réapparus lors du tout dernier Congrès de l'I.S., du 7 au 10 avril 83 à Albufeira (Portugal).

REMAKE

SOUVIENS-TOI DU VIETNAM...

EN 1975, la sale guerre du Vietnam se terminait sur la défaite des Etats-Unis. Il ne semble pas que cette cuisante leçon ait été comprise par les militaires du Pentagone. Bornés, ils s'entêtent à reproduire les mêmes stratégies meurtrières en Amérique Centrale.

L'ENGAGEMENT des Américains au Sud-Est asiatique avait été envisagé à partir de la théorie des "dominos". Avec l'arrivée de Reagan à la Maison Blanche, on a assisté à un retour en force de cette théorie appliquée à l'Amérique Centrale. Partant du fait réel que les armées locales (celle du Salvador en particulier) dureraient bien peu face aux guérillas sans le soutien direct des Etats-Unis, l'administration Reagan a entrepris une "première ligne de défense" au Panama (pas moins de quarante bases militaires américaines) et un "pont avancé" au Honduras. Car cette fois-ci, le conflit n'était pas situé à des milliers de kilomètres de Washington, mais aux frontières mêmes des Etats-Unis.

LE RETOUR DES VIETNAM-BOYS

JOUANT sur la corruption et les dictatures, manœuvrant les pouvoirs locaux par l'intermédiaire de la CIA et des intérêts économiques en jeu, les Américains quadrillent littéralement cette zone, comme s'il s'agissait de leur propre territoire. Le Honduras est l'exemple typique de cet impérialisme. Dans ce pays qui n'atteint pas les quatre millions d'habitants, l'ambassade américaine est, elle, surpeuplée : plus de 400 "fonctionnaires". Et pas n'importe lesquels : on a veillé à y constituer une équipe musclée puisqu'on y retrouve pas mal de personnes ayant "travaillé" dans les ambas-

sades de Saïgon et du Laos pendant la guerre du Vietnam (par exemple, le sous-secrétaire Thomas Enders ou l'ambassadeur John Negroponte). Ces gens-là ont d'ailleurs un surnom qui ne trompe pas : on les appelle les "vietnam boys".

On comprendra que ces derniers continuent à développer les mêmes idéologies meurtrières qui prévalaient dans le Sud-Est asiatique. Et ils arrivent, bien sûr, à les faire partager par les autorités locales, puisque c'est finalement le général Montt du Guatemala qui en exprime le mieux la substance : « *Le problème de la guerre ne concerne pas uniquement ceux qui sont en train de tirer, mais plutôt le fait que, derrière chaque tireur, il y a dix personnes en train de travailler pour lui* ». Conclusion logique et sanglante : « *Il faut tuer les Indiens parce qu'ils sont subversifs* ».

LE NOUVEAU BOURBIER

A PARTIR de là on peut appliquer, comme au Guatemala, la technique des "terres brûlées". Et peu importe alors les pertes en vies humaines. Comme au Vietnam, on remet en pratique les "hameaux stratégiques" : regrouper les paysans, les mettre sous la "protection" du régime, puis raser leurs villages, détruire les bois et brûler les récoltes, pensant ainsi couper tout soutien et toute possibilité de ravitaillement aux guérillas. Certes, la militarisation des campagnes handicape ces dernières, mais en même temps, elle fait basculer les

CIA — ASSASSIN !

Dans la vietnamisation des conflits de la zone d'Amérique centrale, la C.I.A. joue un rôle prépondérant. On sait que, de par sa charte de janvier 78, l'Agence se trouve chargée de mener DES ACTIVITES VISANT A SOUTENIR LES OBJECTIFS DE LA POLITIQUE EXTERIEURE americaine.

En 81, Reagan a mis sur pied un "programme" d'action-guerre secrète qui vise à amplifier la destabilisation de cette zone, en permettant à la C.I.A. de prendre contact avec tous les milieux anti-subversifs. Pour cela, en sus de son budget, 20 millions de dollars et 500 personnes supplémentaires lui ont été fournies.

L'Agence est, en sous-main ou directement, de tous les coups fourrés. Formation aux "interrogatoires" et aux tortures label-CIA, entraînement de commandos dans les camps réactionnaires de Floride, infiltration d'agents (au Nicaragua par exemple), survol à basse altitude par des avions de reconnaissance des zones contrôlées par la guérilla salvadorienne.

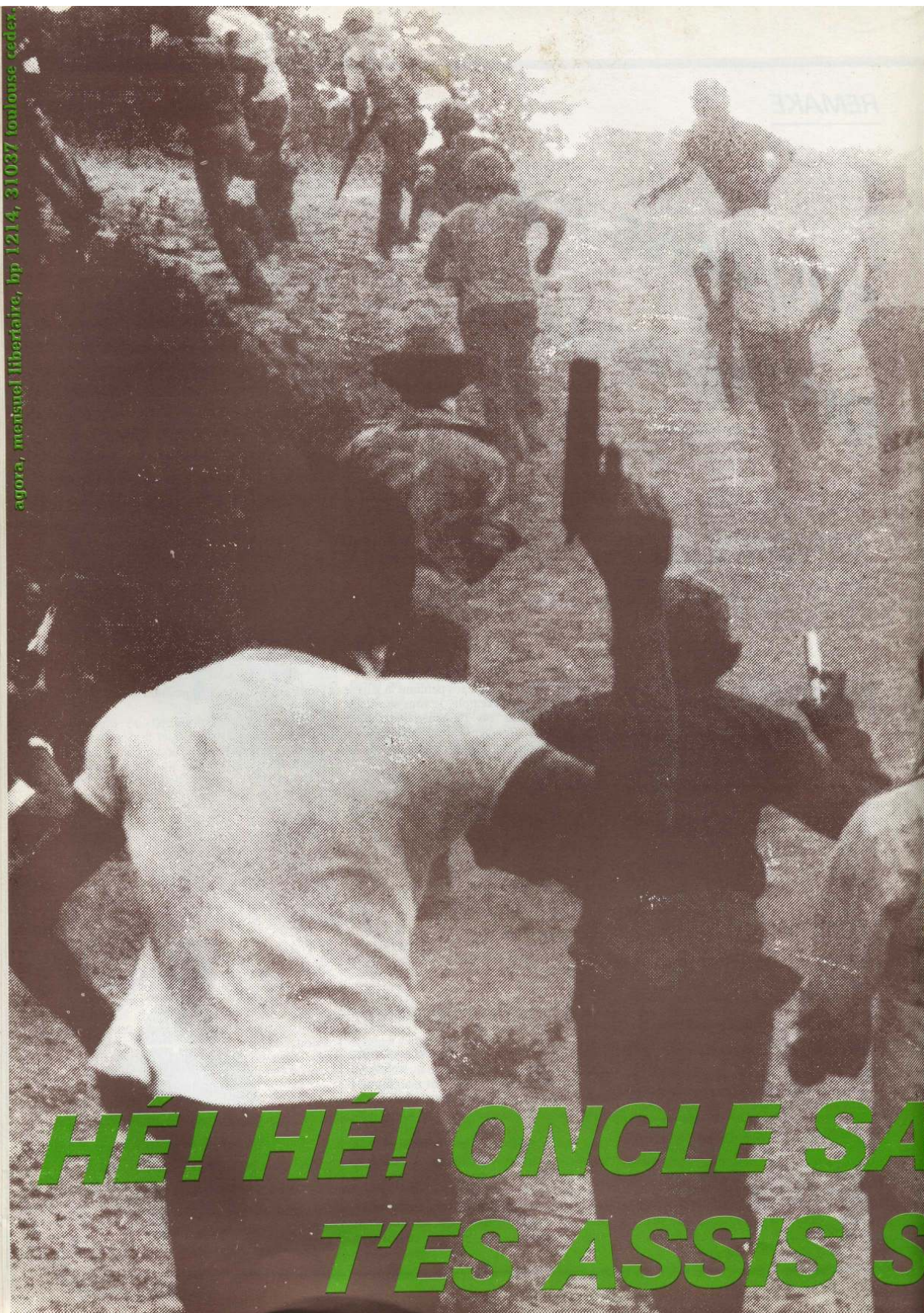
Combien sont-ils exactement sur le terrain ? Personne ne le sait. Selon le "NEW YORK TIMES", plus de 200 au Salvador ou le bilan de trois années de guerre se solde à l'heure actuelle par 40 000 civils assassinés ! Tel est le prix de la "protection" américaine.

zones rurales dans l'opposition à l'intervention américaine.

L'Amérique Centrale est un nouveau bourbier pour l'armée US, et il n'est pas sûr que l'opinion américaine accepte de se sacrifier à nouveau. Quinze ans de guerre au Vietnam avaient coûté très cher : 30 000 millions de dollars, l'envoi de 500 000 soldats et la mort de 50 000 d'entre eux. L'aveuglement assassin des dirigeants reaganiens leur occulte un paradoxe ironique de l'histoire : au Salvador, la plupart des armes utilisées par la guérilla proviennent de stocks américains abandonnés au Vietnam.

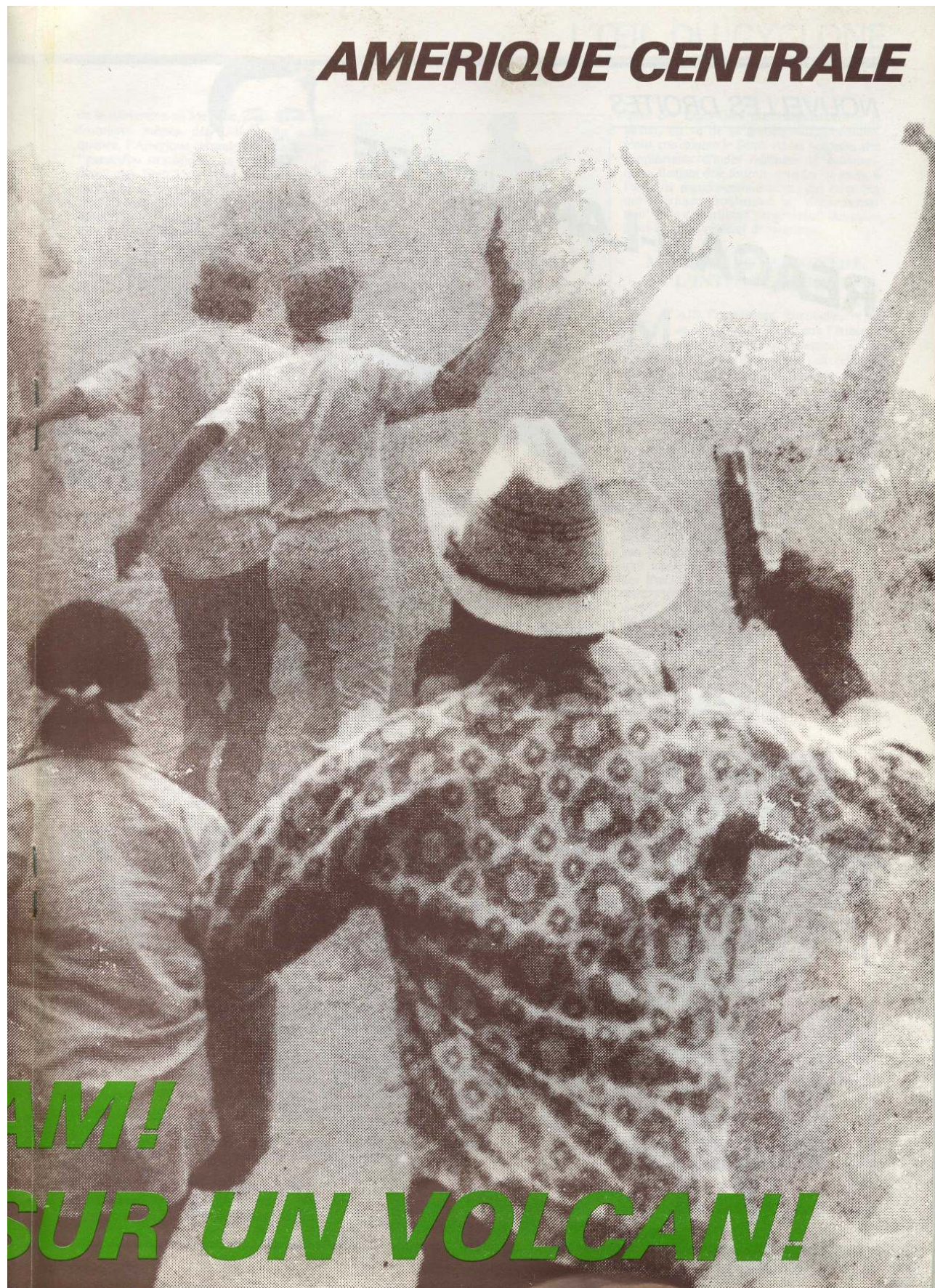


agora, mensuel libertaire, bp 1214, 31037 Toulouse cedex.



**HÉ! HÉ! ONCLE SA
T'ES ASSIS S**

AMERIQUE CENTRALE



AM!

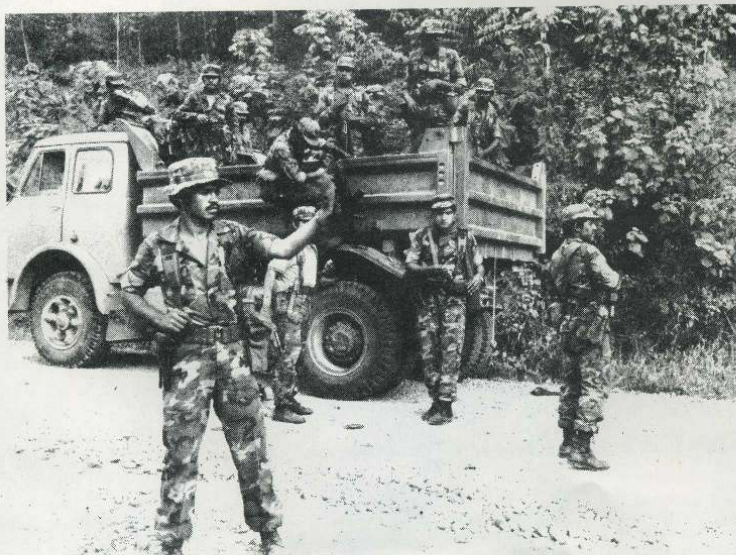
SUR UN VOLCAN!

NOUVELLES DROITES

REAGAN-LA-GUERRE



DEVANT le Congrès, Reagan se bat pour obtenir 1 600 milliards de dollars pour son programme militaire des cinq années à venir. Le budget militaire américain qui a atteint 183 milliards en 82, s'élèvera à 356 milliards en 87. A moins que, d'ici là, on parvienne à arrêter la folie-Reagan.



L'ARRIVÉE de Reagan à la Maison Blanche en janvier 81 marque la fin de la stratégie "réformiste" défendue par Carter. Reagan va s'enfoncer dans un programme militaire démentiel, mais de toute logique puisqu'il est justifié par une nouvelle "croisade anticommuniste". Cet accroissement des dépenses militaires est drainé essentiellement vers les forces d'intervention non nucléaires, comme la Force à déploiement rapide (RDF) qui comprend déjà 110 000 hommes et dont la caractéristique est de pouvoir être larguée n'importe où avec des équipements adaptés aux lieux d'intervention. En 83, le Pentagone prévoit de dépenser au moins 11 milliards de dollars en nouveaux équipements pour la RDF. Les baroudeurs ne manqueront pas d'armes.

L'IDÉOLOGIE AUX POSTES DE COMMANDE

POUR les militaires, très séduits par l'idéologie reaganienne du combat Est-Ouest, l'intervention en Amérique centrale se justifie par la crainte d'une contagion

de la subversion au Mexique, c'est-à-dire, aux frontières mêmes des U.S.A. En conséquence, l'Amérique centrale a été cataloguée "garde-fou stratégique" et "troisième frontière" des Etats-Unis. Une sorte de chasse gardée en quelque sorte.

Car avec la chute de Somoza, les Américains ont vu s'écrouler le pilier de l'organisation chargée de veiller sur la sécurité de cette zone : le CONDECA (Conseil de défense centraméricain), fondé en 64 par le Guatemala, Honduras, Salvador et Nicaragua, et qui visait à la coordination des politiques militaires des pays membres. Pour pallier cette disparition, en janvier 81 le Costa Rica, encouragé par Washington, a constitué avec le Salvador et le Honduras, un nouvel organisme : la Communauté démocratique centraméricaine, dans laquelle les Etats-Unis se sont engagés à venir en aide à n'importe lequel de ses membres en cas d'agression. Carte blanche à l'intervention yankee.

LES DIFFICULTÉS DE L'IMPÉRIALISME

DE tout temps, les Américains du Nord ont tenté d'intervenir le moins directement possible du point de vue militaire. Ils préféraient jouer la carte des éléments modérés de cette zone. Malheureusement, ceux-ci ne représentent pas une force crédible sur laquelle on puisse s'appuyer. Les oligarchies de l'Amérique Centrale font plutôt les doux yeux à l'extrême-droite. Ainsi à l'ARENA du fasciste de d'Aubuisson, dont le



porte-parole déclarait récemment que l'on pouvait « exterminer la guérilla en trois mois... à condition d'avoir du napalm ».

La bourgeoisie locale, sur laquelle veulent s'appuyer les USA, est incapable de jouer la "courroie de transmission" de la politique décidée à Washington. Les intérêts économiques sont plus forts que sa soi-disant modération.

Deuxième difficulté pour Reagan-la-Guerre : les milieux politiques et économi-

ques des Etats-Unis qui commencent à le lâcher, au vu de sa gestion catastrophique. Pour convaincre le Sénat de lui accorder des suppléments d'aides militaires et économiques, Reagan doit fournir, tous les six mois, à l'aide de pseudo-commissions, des enquêtes qui affirment froidement la "démocratisation" et la disparition "progressive" des exactions dans les régimes dictatoriaux.

MOUVEMENTS CONTRE L'INTERVENTION

MAIS l'opposition essentielle, et la seule qui peut espérer être l'étincelle pour un vaste mouvement social contre la politique de Reagan, est celle de l'opinion publique. Car le "syndrome vietnamien", le prix qu'il a fallu payer pour cette guerre aux confins du monde, est encore présent dans les esprits et les corps.

Cette opposition populaire se renforce lorsqu'elle voit l'administration Reagan multiplier ses aides aux dictatures, dépenser des milliards en armements, et, simultanément, réduire les dépenses sociales à l'intérieur de 41 milliards. Pour un pays qui voit la misère croître de jour en jour, qui compte plus de 10 millions de chômeurs, Reagan exagère, Reagan devient l'ennemi. Les manifestations se sont ainsi développées contre l'intervention des Etats-Unis en Amérique centrale. « We want a job, but no in Salvador ! » (Je veux du travail, mais pas au Salvador), scandaient les chômeurs lors d'un rassemblement. Ils traçaient ainsi la véritable perspective pour en finir avec l'impérialisme.

LES "CUBAINS DE WASHINGTON"

En 77, Carter suspend ses livraisons d'armes au Guatemala en raison des "incessantes violations des droits de l'Homme" dans ce pays. Voilà pour la façade humaniste. Mais, en sous-main, l'administration Carter demande à Israël de prendre le relais, ce que celui-ci s'empresse de faire. Il faut dire que les canons israéliens se vendent bien : déjà en 80-81, ce pays avait exporté pour plus d'un milliard de dollars d'armement.

Mais il y a fort longtemps qu'Israël s'est taillé la part du lion en Amérique centrale. Bien sûr les services secrets israéliens (Mossad) collaborent étroitement avec la CIA. Et c'est dès 62, sous l'administration Kennedy que des "corps de paix" sionistes sont envoyés dans la région pour y développer le "coopératisme agraire" comme forme de guerre psychologique. Depuis, l'expansion s'est poursuivie. Au Guatemala, l'armée est presque entièrement équipée par Israël. Sur place, comme au Salvador et au Honduras, de nombreux conseillers militaires israéliens jouent le rôle des "cubains de Washington", qui, en échange, ferme les yeux sur les occupations de territoires arabes.

Cette collaboration israélo-américaine n'est faite que de transactions pas très claires. Ainsi, lorsque Reagan voit ses crédits de soutien au Salvador bloqués par le Congrès, il obtient que Jérusalem prête à ce pays 21 millions de dollars prélevés sur l'aide qu'il reçoit lui-même des Etats-Unis. De la même façon, au Honduras, étant donné la pauvreté de ce pays, les nombreuses ventes d'armes israéliennes risquent fort d'être réglées par Washington.

Les grosses industries d'armement israéliennes sont d'ailleurs toutes représentées dans cette zone. La "Eagle Military Gear Overseas" trône au Guatemala, et l'"Israël Aircraft Industries" a mandaté au Honduras son président, l'ex-chef de l'aviation israélienne, David Ivri. Le 6 décembre dernier c'est le général Ariel Sharon lui-même qui s'est déplacé dans ce pays, à la tête d'une imposante délégation militaire.

Les bombes et les dollars se marient bien avec les gouvernements réactionnaires. Mais, toujours sur le dos des peuples !



BRUITS DE RANGERS

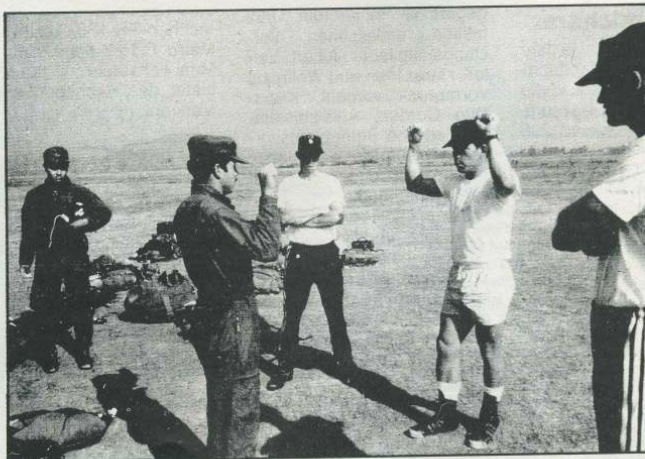
L'INTERVENTION nord-américaine en Amérique Centrale n'est pas que politique. Elle est faite de soldats, d'acier et de dollars. Pour en avoir un aperçu, un tant soit peu exact, il suffit de rassembler et de lire les informations officielles (celle que Washington accepte de livrer) sur deux des pays les plus concernés : le Honduras et le Salvador.

Le Salvador

- Les Etats-Unis assurent la formation d'officiers salvadoriens dans ses bases de la zone du canal de Panama, dont la fameuse école de contre-insurrection "Las Americas".
- 800 soldats nord-américains chargés d'encadrer les forces armées, d'assurer les transmissions et d'entretenir les armes, en particulier les hélicoptères anti-guérilla.
- De 37 conseillers militaires on est passé à 55 dont on envisage de réviser le rôle afin qu'ils puissent se rendre sur les zones de combat.
- A ce jour, les Etats-Unis ont entraîné trois bataillons salvadoriens : Atlacatl, entraîné en 81 ; Bellosa, entraîné à la base de Fort Bragg ; et Antonal, entraîné depuis le début de cette année au Salvador même. Enfin, un quatrième bataillon (1 000 soldats et 500 officiers) s'entraîne dans les unités américaines des "Bérets verts" à Fort Bragg (Caroline du Nord) et à Fort Benning (Géorgie).
- 1982 : livraison de chasseurs bombardiers à réaction A-37. Tous les autres matériels et munitions de soutien sont fournis par les Etats-Unis.
- Au total, l'aide militaire et économique nord-américaine s'élèvera pour 82-83 à 226 millions de dollars.

Honduras

- De 5 millions de dollars en 80, l'aide militaire américaine a été triplée par Reagan, passant à 15 millions en 82, auxquels il faut ajouter 21 millions pour le "développement" de trois aéroports civils susceptibles d'être utilisés par les Etats-Unis en cas "d'urgence".
- De plus, Reagan a demandé récemment au Congrès une "rallonge" de 51,1 millions de dollars (dont deux tiers d'assistance militaire).
- 900 militaires américains stationnent en permanence au Honduras.
- Alors qu'ils étaient 40 en février 82, les instructeurs "bérets verts" sont aujourd'hui plus de 100 répartis dans toute l'armée hondurienne (état-major, commandos, aviation, communications...).
- Les Etats-Unis ont aidé à la mise en place d'un bataillon "spécial" sur la côte atlantique près du Nicaragua.
- C'est là qu'ont eu lieu des manœuvres "combinées" où ont participé plus de 5 000 soldats honduriens et 1 600 militaires américains.



VATICAN

LA GIROUETTE CATHOLIQUE

DES prêtres et des évêques soutenant les juntas militaires tandis que d'autres sont persécutés, voire assassinés. Quelles sont les tendances au sein de l'Eglise catholique en Amérique Centrale et en quoi assurent-elles sa pérennité ?



A L'OMBRE de la domination espagnole, l'Eglise catholique a détenu

durant des siècles le monopole religieux, la main mise sur l'éducation et la santé... et bénéficié d'énormes avantages financiers ou participé directement au pouvoir. Puis vint la période de la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans certains pays, sa reconnaissance comme religion majoritaire dans d'autres.

Discours anticommuniste et alignement sur les Etats-Unis seront les deux caractéristiques essentielles de l'Eglise jusque dans les années 50. La décennie suivante fut marquée par l'émergence d'un discours "social-chrétien" et l'engagement d'une partie de l'Eglise dans le combat comme le curé colombien Camilo Torres, tombé les armes à la main en 66.

Le changement d'orientation n'était certes pas le fait de la hiérarchie latino-américaine, mais du Vatican qui commençait à s'inquiéter des risques de marginalisation et de perte d'influence que son suivisme avec Washington pouvait entraîner. L'*aggiornamento* fut donc concrétisé par la II^e Conférence de l'épiscopat latino-américain (CELAM) à Medellin, en Colombie, en août 68. Il s'agissait, désormais, de développer l'implantation des communautés ecclésiastiques de base et d'"évangéliser les pauvres".

La hiérarchie catholique reste aujourd'hui divisée en quatre tendances essentielles. L'une, d'extrême droite, maintient son soutien aux dictatures. C'est le cas au Salvador où deux évêques fascistes contrôlent la hiérarchie. Une autre, "politique-

SECTES :

LE FASCISME A VISAGE DIVIN

Si pour Reagan l'Eglise catholique est infiltrée par des marxistes pour une certaine extrême-droite les choses sont encore plus simples : le Vatican, c'est Moscou !

C'est ainsi qu'Eglises protestantes et sectes véhiculant un violent discours anticommuniste se développent en Amérique centrale. Il y aurait 12 000 prédicateurs contre 2 100 prêtres. Si les sectes les plus actives restent les Témoins de Jéhovah et les Mormons, il en existe d'autres de moindre importance. Au Salvador et au Guatemala on en aurait dénombré une bonne centaine et les autorités honduriennes semblent aujourd'hui favoriser leur implantation dans le pays.

Les militaires trouvent là une réserve humaine fanatisée à l'extrême par de nombreux missionnaires ayant tous leurs maisons-mères aux Etats-Unis, ou elles exercent une pression sur Reagan pour l'inciter à durcir encore plus sa politique en Amérique centrale.

Au Guatemala, où le général Rios Montt est devenu membre actif de la secte nord-américaine Eglise du Verbe, le pouvoir reçoit une aide financière substantielle pour en finir avec le communisme athée. Dans ce pays, les sectes servent de relais à la propagande fasciste des autorités et certains de leurs membres participent à des opérations para-militaires.

Au Nicaragua, le recrutement bat également son plein, servant de relais aux menées antisandinistes des ex-gardes somozistes, avec la bénédiction des yankees.

ment engagée" reste aux côtés de la guérilla des mouvements révolutionnaires. C'est le cas au Nicaragua où, malgré le soutien de la hiérarchie à l'opposition antisandiniste, cinq prêtres sont membres de l'appareil dirigeant dont le ministre des affaires étrangères et celui de... la culture !

Ces deux tendances sont, malgré tout, minoritaires. Le gros de la hiérarchie constitue un "marais" à mi-chemin, traversé par deux courants : celui qui, à l'image de la démocratie-chrétienne, défend un système démocratique mais sait, à l'occasion, épauler les dictatures contre le "danger marxiste" et celui qui semble avoir aujourd'hui les faveurs du Vatican prônant l'engagement social, la défense des droits de l'homme et feignant de s'opposer aux deux blocs impérialistes. Ce dernier courant appelle, au Salvador, à la réconciliation nationale et à des négociations entre junta et guérilla, emboîtant en quelque sorte le pas à la social-démocratie. Ce courant "socialement engagé" bénéficie en outre du soutien des Eglises catholiques d'Amérique du Nord, dénonçant l'interventionnisme yankee et la répression, ce qui la rend potentiellement "subversive" et objectivement "pro-soviétique" aux yeux de Washington.

Ainsi, ne mettant jamais tous les œufs dans le même panier, le Vatican sait à loisir privilégier tel ou tel courant en fonction des situations locales. Un opportunisme qui lui permet de rester implanté aussi bien dans le Chili de Pinochet ou le Salvador de la junta qu'à Cuba ou au Nicaragua sandiniste. Car il en va de son existence même dans le sous-continent américain où vivent pas moins des 2/3 de ses fidèles...

LA PLUS LONGUE DES GREVES

Alors que l'agitation se poursuit au Pendjab et en Assam, avec son cortège de violences xénophobes, l'Inde connaît la grève la plus longue sans doute de l'histoire du mouvement ouvrier international. Mais, qui en parle ?

DANS ce pays où le FMI dicte sa loi, les statistiques comptabilisent 300 millions de pauvres. Mais, comment les statistiques pourraient-elles rendre compte de ce qu'est réellement la misère pour les gens qui la vivent dans leur chair ? Les chiffres sont sans vie puisqu'ils parlent également de développement industriel de l'Inde. Il n'y a pourtant pas de mystère au royaume du profit. Si le développement s'est fait, là aussi, c'est par la surexploitation des travailleurs. Et c'est contre cette surexploitation que 250 000 ouvriers du textile de l'Etat du Maharashtra (Bombay), sont en grève depuis janvier 1982 !

L'INDE, C'EST COTON !

L'INDUSTRIE traditionnelle du textile emploie encore en Inde, plus d'un million de travailleurs. Tous les grands groupes industriels se sont d'ailleurs bâtis, au XIX^e siècle, à partir de cette activité. Mais depuis, bien sûr, ils ont bien diversifié leurs exploitations, à l'image de l'ensemble du secteur privé. D'abord, parce que l'industrie textile traditionnelle (coton, jute...) offrait de moins en moins de rentabilité en termes capitalistes, alors que d'autres branches (le textile synthétique par exemple) produisaient des profits rapides et élevés. Ensuite, parce que le textile indien se trouvait, à l'exportation, de plus en plus concurrencé par celui du Pakistan et du Bangladesh.

C'est pourquoi, aujourd'hui, tout le secteur textile se trouve en pleine restructuration. On s'engouffre dans l'automation, on licencie les travailleurs temporaires, on cherche à déplacer les usines vers d'autres régions plus rentables. L'ensemble de ce mouvement patronal est soutenu par l'Etat. Car, malgré le fédéralisme affiché, il ne faut pas oublier que les choix économiques et politiques essentiels restent aux mains de New Delhi.



GANDHI-LA-MATRAQUE

ET à New Delhi règne Indira Gandhi. Bien loin de la fausse image "libérale" qu'on a tenté de donner à son régime, il faut au contraire en souligner la réalité autoritaire. Ainsi, de juin 75 à mars 77 (pendant 19 mois !), Indira Gandhi avait décrété l'état d'urgence sur tout le territoire. La presse était

censurée, les droits civiques suspendus, plus de 50 000 personnes arrêtées. Et si cette mesure fut même applaudie par le Parti communiste (pro-soviétique), elle coûta, malgré tout le pouvoir à Gandhi lors des élections de mars 77.

Cette absence à la tête de l'Inde sera de courte durée. Après un bref intermède qui voit l'arrivée au pouvoir de la coalition de

droite Janata (parti du peuple), le parti du Congrès d'Indira Gandhi regagne les élections de janvier 80 et reprend le cours de sa politique autoritaire et répressive : contrôle de la presse et empiètement sur les libertés syndicales.

Une inflation qui se répercute sur les difficultés des plus pauvres et un gouvernement qui se préoccupe plus de l'armement (22 % du budget fédéral est consacré à la défense) que du social, vont rallumer l'agitation. La classe ouvrière indienne reprend ses luttes contre le chômage et les inégalités sociales si criantes en Inde. Sur le chemin de sa libération, les obstacles sont nombreux, à commencer par celui des syndicats.

CORRUPTIONS SYNDICALES ET COLLABORATION

Le "Bombay Industrial Relation Act" règle de façon très réactionnaire les droits des salariés et ne reconnaît que certains syndicats. Comme par hasard, ce sont ceux qui sont directement liés aux partis. Ces centrales ne sont même plus des "courroies de transmission" du pouvoir : elles en font totalement partie. Ce sont les politiciens qui contrôlent le mouvement syndical, qui s'en servent pour leur carrière, qui souvent

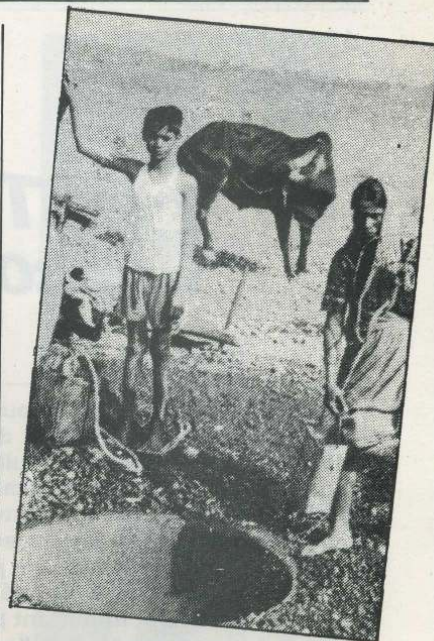
mobilisent les travailleurs pour servir leurs propres intérêts politiques.

Ainsi, dans le textile, règne le RMMS (Rashtriya Mill Mazdoor Sangh) qui est affilié, à travers sa confédération, au parti du Congrès. Mais, face à une corruption généralisée du monde politique et syndical, les ouvriers cherchent de plus en plus leur voie dans l'autonomie. Repoussant les grandes centrales qui se sont illustrées par leur collaboration avec le patronat et le pouvoir, apparaissent des leaders et des syndicats indépendants. Celui qui mène la grève du textile, c'est le MGKU (Maharashtra Gimi Kamgar Union). Il regroupe les travailleurs en lutte qui, malgré ses aspects très corporatistes, ont été séduits par sa combativité et ses actions directes. Il compte plus d'un million et demi d'adhérents.

L'agitation sociale qui résulte de l'existence de ces syndicats indépendants ne pouvait longtemps être tolérée par le régime.

ROMPRE LE SILENCE EUROPÉEN

Le gouvernement a fait voter une loi (dite du 27 juillet) qui permet à Indira Gandhi d'interdire toute grève dans les secteurs jugés "essentiels" et d'emprisonner préventivement et sans procès tout "meneur".



En janvier 82, un appel est lancé pour une grève générale. Gandhi s'empresse de faire arrêter des milliers de syndicalistes. Précédent de peu la grève générale elle-même, le 18 janvier 1982, les 250 000 ouvriers de 60 usines textiles de la région de Bombay se mettent en grève illimitée. Ils réclament une augmentation de 50 % de leurs salaires afin de les mettre à hauteur de ceux des autres industries (métallurgie et chimie) ; des conditions de travail identiques pour tous, des congés payés d'au moins un mois, l'abolition du "Bombay Industrial Relations Act" et la reconnaissance de leur syndicat.

Largement soutenus par la population (une marche de solidarité, en mars 82, réunira plus de 300 000 manifestants), la grève se développe et s'amplifie. La répression aussi. Profitant de la grève des policiers, le 18 août 82, et des émeutes qui éclatent en conséquence à Bombay, le pouvoir s'attaque directement aux ouvriers grévistes : perquisitions des logements, violences, arrestations en nombre. Mais les grévistes ne cèdent pas. Du 11 au 13 octobre dernier, une grève générale est déclenchée dans tout l'Etat du Maharashtra, et elle est suivie par plus d'un million de travailleurs.

Aujourd'hui encore, les travailleurs du textile continuent leur mouvement, malgré la faim et la misère qui désormais les talonne. Dernièrement, une centaine d'entre eux, ont tenté de se suicider collectivement.

C'est au total, quinze mois de grève qui témoignent de la combativité et aussi du désespoir de ces travailleurs pris en étau entre un patronat sans pitié et un pouvoir corrompu. L'Etat jouant un rôle prépondérant en Inde, tôt ou tard, les travailleurs du textile devront irrémédiablement s'opposer directement à lui. Et ils ont, malheureusement, peu de chances de l'emporter, si l'ensemble du mouvement syndical européen, qui jusqu'ici s'est empressé de ne pas soutenir et même d'oublier ce conflit social, maintient son indifférence.

Hervé Favreaud

ANTI-GUERRE

CONTRE L'APOCALYPSE la convention de Berlin

BERLIN le mur, Berlin coupée en deux des suites de la guerre, Berlin symbole de la division de l'Europe en deux blocs antagonistes. Nulle ville n'était mieux désignée pour accueillir les représentants des mouvements de paix indépendants venus de toute l'Europe. La 2^e convention européenne pour le désarmement nucléaire qui se tient à Berlin du 9 au 15 mai est, tant par sa signification politique et son ampleur que par la variété de ses débats, appelée à avoir un retentissement important pour tous ceux et celles qui ne démissionnent pas devant l'escalade de la terreur.



1983 : année décisive

PREVUE depuis la "double décision" de l'OTAN du 19 décembre 1979, l'échéance de 1983 revêt une importance capitale : c'est en effet à partir du mois de décembre que les Etats-Unis envisagent de commencer l'installation de 572 nouveaux missiles nucléaires à moyenne portée ("Cruise" et "Pershing") dans cinq pays européens : Hollande, Grande-Bretagne, Belgique, Italie et R.F.A. L'URSS poursuivant de son côté le déploiement de ses SS 20, la course à l'abîme est à un stade critique que n'occulte en rien le grand jeu diplomatique de Genève.

Inattendue, déterminée, massive, l'irruption des peuples dans le débat perturbe la tranquille assurance des experts et autres stratèges de l'apocalypse. A la "double décision" de l'OTAN s'oppose depuis deux ans déjà le double refus d'un mouvement anti-guerre indépendant et non-aligné : celui des euromissiles américains et soviétiques, celui des armes nucléaires des deux camps.

Encore embryonnaire en France, ce nouveau mouvement de paix vient, une fois encore, de démontrer sa capacité de "mobilisation". En RFA, où 750 000 personnes ont pris part aux diverses initiatives, la force des rassemblements a même dépassé tous les espoirs des organisateurs. De la Grande-Bretagne aux Pays-Bas, de la Suisse à la Sicile, les traditionnelles marches de Pâques ont, cette année, revêtu une ampleur particulière.

L'enjeu est de taille, l'échéance précise : faire de 1983 la première année de la désescalade dans la course aux armements, faire pression sur les gouvernements occidentaux pour qu'ils renoncent à l'installation des nouveaux missiles. Exigeant simultanément de l'URSS qu'elle arrête le déploiement, puis opère le démantèlement de ses SS 20, les artisans de paix se retrouvent essentiellement autour de l'appel Russell : « (...) Libérer la totalité du territoire de l'Europe de la Pologne au Portugal, d'armes nucléaires, de bases aériennes et de bases de sous-marins, et de tous les organismes qui participent à la recherche ou à la fabrication des armes nucléaires ».

De la Pologne au Portugal

C'EST sur la base de cet appel que s'était tenue à Bruxelles, du 2 au 4 juillet 1982, la première rencontre internationale, avec la participation de 25 pays d'Europe de l'Ouest et des observateurs d'Europe de l'Est : 1 000 personnes avaient alors pu confronter leurs expériences, nouer

des liens et créer des réseaux par-delà les frontières. C'est aussi sur la base de l'appel Russell que sont attendues 3 500 personnes (venues de l'Ouest, mais aussi de Hongrie et de RDA, par exemple) à la convention de Berlin.

Se déroulant à l'occasion du 50^e anniversaire de la prise du pouvoir par le nazisme allemand, dans une ville située juste sur la ligne de confrontation entre les deux blocs, le rassemblement de Berlin ne se limite pas à permettre « le développement et l'expression de la nature authentique du mouvement pour la paix », du combat pour la dénucléarisation de l'Europe. Regroupant aussi bien des mouvements et associations anti-guerre indépendants que des représentants d'institutions (partis politiques, églises, syndicats...), il a certes pour objet de coordonner les prochaines initiatives et d'élaborer les stratégies à mettre en œuvre. Organisé autour de sept forums principaux que préparent des groupes constitués par affinités (des objecteurs aux parlementaires, des scientifiques aux syndicalistes, des femmes aux ecclésiastiques...), il accorde une large place aux débats de spécialistes (chercheurs, universitaires et militants comme généraux) comme aux confrontations des mouvements de base. Et il n'ambitionne pas moins que de donner une perspective de non-alignement au mouvement actuel de refus des euromissiles.

« La détente par le bas »

FAVORISER une dynamique d'émancipation par rapport à l'hégémonie US sur l'Europe occidentale, développer les moyens susceptibles de dépasser la logique des deux blocs, prendre en compte les rapports Nord/Sud dans la politique de surarmement de l'Ouest et de l'Est, voilà qui va bien au-delà de la seule opposition aux nouveaux missiles nucléaires.

La diversité des thèmes abordés pendant cette semaine de débats témoigne de l'évolution d'un mouvement désormais décidé à

approfondir ses réflexions pour s'interroger sur les causes mêmes de la course aux armements : l'étude des stratégies de l'OTAN côtoie des débats sur le désarmement unilatéral ou les systèmes de défense "alternatifs", les relations avec le tiers-monde sont examinées parallèlement aux effets de l'Etat nucléaire sur « la limitation des droits du citoyen », les armes chimiques et bactériologiques sont dénoncées comme le sont les coûts sociaux, écologiques et économiques des armements...

Jusqu'alors limité dans ses objectifs, hétérogène et nullement à l'abri des tentatives de manipulation de politiciens et autres institutions en mal de crédibilité, le mouvement de paix européen semble sur le point de franchir une nouvelle étape. Ayant déjà contraint Reagan et Andropov à modifier leurs discours et, dans une certaine mesure, leurs propositions et contre-propositions respectives, les artisans de la "détente par le bas" pourraient même se trouver rapidement à un tournant.

Levées, avant tout, pour faire pression sur les autorités gouvernementales de leurs propres pays, les populations directement concernées par la menace nucléaire prennent trop au sérieux la démocratie parlementaire pour essuyer sans réagir un dramatique échec. Que les initiatives de masse prévues pour cet automne ne modifient en rien la décision des gouvernements, que les peuples en marche pour leur survie et leur liberté se heurtent à la surdité méprisante des maîtres de l'apocalypse, et la volonté de ne plus être les otages du terrorisme des Etats pourrait rejoindre celle de prendre en main sa destinée. L'enjeu est trop essentiel pour être réduit à de sinistres marchandages. Quand l'ombre de la guerre plane sur nos têtes, l'interpellation inscrite sur les pancartes brandies à Cologne résonne comme un avertissement : « Proletaires de tous les pays, dépêchez-vous ! ».

Michel AUVRAY



DANS L'HEXAGONE, AUSSI

Interlocuteur pour la France des nouveaux mouvements de paix européens, le Comité pour le Désarmement Nucléaire en Europe (CODENE) participe, avec ses faibles moyens, aux initiatives internationales. 70 français assistaient à la première convention de Bruxelles et, à Berlin, le CODENE contribue à l'organisation de deux forums : l'un sur "Les deux Etats allemands" : une zone dénucléarisée ?", l'autre sur les "relations du mouvement pour la paix avec le tiers-monde".

A la différence du puissant "Mouvement de la paix", qui partage avec les officines de "paix" officielles des pays de l'Est le triste privilège de ne critiquer en rien les forces nucléaires de son propre pays, le CODENE s'oppose simultanément aux euromissiles américains et soviétiques comme à la force de frappe dite indépendante de l'Etat français. Pour Berlin, il a préparé, à ce titre, des groupes de travail sur l'armement atomique français et les liens unissant les nucléaires civil et militaire, notamment.

En juin, les échéances sont, en France, de trois ordres : un rassemblement à proximité du plateau d'Albion (où sont installés les missiles sol/sol mégatonniques, "nos" euromissiles), les 4 et 5 juin, tout d'abord ; une contre-foire de Satory, ensuite, au moment où se tiendra le marché des ventes d'armes, les 11 et 12 juin ; une dénonciation de la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN à Paris, enfin.

Contact CODENE : permanences les mardi et jeudi, de 15 h à 19 h, au 23, rue Notre-Dame de Lorette, 75009 Paris. Tél. 16 (1) 281.48.92.

U.R.S.S.

POUVOIR MILITAIRE ET MODELES DE DOMINATION

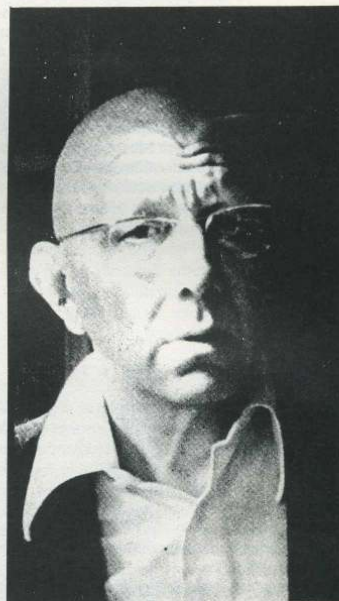
L fut un temps où on ne pouvait mettre en doute, ni même s'interroger sur le régime soviétique, sans être soupçonné, de soutenir le camp impérialiste yankee, ou d'être un "laquais des réactionnaires". Cette période semble définitivement close. S'interroger sur la nature sociale de l'URSS est aujourd'hui très à la mode. A gauche, surtout, les analyses foisonnent. Castoriadis ne fait pas partie de cette "tardive compagnie". Dès les premières années de l'après-guerre, il commence à s'intéresser à l'URSS, en fondant à Paris, avec Claude Lefort, la fameuse revue "Socialisme ou Barbarie".

Né à Athènes, Castoriadis y a fait des études de droit, d'économie et de philosophie. Au début de l'occupation italo-allemande de la Grèce, il fonde, avec d'autres communistes dissidents, un groupe de résistance en opposition avec le Parti communiste officiel. Par la suite, il adhère à l'organisation trotskyste de Spiros Stinas, où il milita jusqu'en 1945, avant de s'ins-

taller en France. Depuis lors, son intérêt pour les "pays du socialisme réel" ne s'est pas démenti. Son influence sur les groupes d'extrême-gauche français s'est accrue : ses analyses étaient monnaie courante parmi les acteurs de mai 68. Aujourd'hui Castoriadis enseigne à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes à Paris. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels "La société bureaucratique", "Devant la guerre", et depuis quelques années il a cessé de se définir en tant que marxiste.

Cet abandon ne l'a cependant pas poussé (comme bien d'autres intellectuels de sa génération) vers des positions sociaux-démocrates ou libérales, mais plutôt vers un "libertarisme" toujours plus accentué.

L'entretien ci-contre a été réalisé par nos camarades de la revue "Comunidad" au cours du colloque "Modèles de totalitarisme et d'impérialisme soviétiques", organisé à Milan par le Centre d'études libertaires "Pinelli".



Entretien avec Cornelius Castoriadis

Plus de soixante ans après la révolution d'octobre, qu'est devenue la Russie ? En quoi se transforme un régime totalitaire qui connaît une si grande longévité ?

• Dans ton dernier livre, "Devant la guerre", tu dis qu'il ne suffit plus de décrire la Russie comme un pays où la technobureaucratie s'est transformée en classe dominante, où l'exploitation et l'oppression ont atteint des niveaux jusqu'ici inconnus dans l'histoire moderne. Quels sont les éléments nouveaux ?

• Pour pouvoir te répondre, il est nécessaire de faire quelques remarques préalables. En premier lieu, il faut souligner que la terreur de masse, sous sa forme stalinienne, a disparu. Certes, il y a une répression totale, mais celle-ci est en quelque sorte plus efficace, c'est-à-dire qu'elle parvient à maintenir la population

en état d'obéissance sans exécutions massives et sans détenir des millions de personnes dans des camps d'internement. La terreur classique de l'ère stalinienne n'était qu'un aspect de ce que j'appelle le "délire". Il n'existait aucune justification rationnelle à cette diffusion de la terreur : ni économique, ni politique. Le "Délire" ne se manifestait pas seulement dans la terreur, mais aussi dans l'économie, et il existait même un véritable "délire idéologique" spécifique. Maintenant, ce "délire" a disparu. Actuellement, il y a certes des mensonges en quantités énormes, mais ils ne constituent pas un "délire". Le mépris total de l'efficacité, qui était caractéristique de l'ère stalinienne, a disparu. Il n'est plus question d'attribuer les échecs des différents plans-programmes à l'activité de sabotage des anarchistes ou des trotskystes. Il n'existe même plus cette construction totalement fictive de la réalité.

Un autre élément important qu'il faut prendre en considération, c'est la décomposition, et même pratiquement la mort, de l'idéologie. Une idéologie doit, d'une part, entretenir une certaine relation avec l'universalité et la rationalité ; d'autre part, elle doit

jouer un rôle dans la formation de la réalité sociale. Ce n'est pas le cas en Russie aujourd'hui. Le marxisme-léninisme est devenu un rituel qui ne cherche même pas à être cohérent. De plus, les "patrons rouges" ne cherchent plus à exercer un contrôle total sur la réalité. Le régime a renoncé à contrôler la pensée et l'âme des gens. Bien sûr, si quelqu'un s'affiche ouvertement en tant qu'opposant au régime, il finira en hôpital psychiatrique, en camp d'internement ou, dans le meilleur des cas, il perdra son emploi. Mais s'il ne conteste pas, il sera laissé en paix. Le régime se limite à contrôler les comportements extérieurs. On peut dire qu'il est devenu pavlovien et skinnerien en renonçant à la super-socialisation des personnes. A l'inverse d'hier, le régime penche aujourd'hui vers la privatisation, les petites carrières personnelles et la vodka.

• Mais ces éléments que signifient-ils ? Que nous disent-ils sur le régime actuel ?

• Il faut d'abord comprendre qu'il y a eu un échec de l'instance du totalitarisme, comme a échoué également toute tentative d'auto-

réforme de la bureaucratie. Avec la mort de Staline on pensa, et beaucoup continuent à le penser, que la bureaucratie se réformerait par elle-même et que la société russe évoluerait vers ce qui, d'un point de vue universitaire ou celui d'un idéologue occidental, est un état normal vers lequel tendent toutes les sociétés : un peu de démocratie et un peu de marché libre. On s'intéressera alors aux réformes introduites dans le système bureaucratique, ainsi qu'aux tendances vers une plus grande rationalité économique, dans un sens occidental. On a cru pouvoir analyser le problème de la société russe selon les schémas de la sociologie américaine, c'est-à-dire comme des enjeux et des compétitions entre des groupes d'intérêts. Mais les choses n'étaient pas ainsi. En effet, il y eut deux tentatives de réforme depuis le sommet du système. La première fut celle de Malenkov, qui voulait augmenter la production des biens de consommation, et qui fut très rapidement éliminé, avec l'intervention d'ailleurs de l'armée. La seconde tentative fut celle de Khrouchtchev qui voulait surtout limiter les armements militaires. Et Khrouchtchev fut éliminé par une coalition qu'intégrait également l'armée. Depuis lors, on n'assista plus à aucune tentative d'auto-réforme. Aujourd'hui que le Parti communiste est devenu un *parasite historique total*, nous assistons au fantastique développement du secteur militaire, à tel point que toutes les grandes questions concernant la société russe ne peuvent être résolues sans l'accord de l'armée, et c'est ce qui me fait dire que l'armée s'est transformée en la force dominante de la société russe. Aujourd'hui, le pouvoir en Russie est un "pouvoir stratocratique" (1), c'est-à-dire une structure qui voit l'armée assumer, en tant que corps social, la direction de la société.

• **Pourtant l'armée ne semble pas gérer directement le pouvoir, elle n'occupe pas une "position centrale" dans la structure du pouvoir soviétique...** ?

• Je crois que pour comprendre ce qui est en train de se passer il est nécessaire d'oublier les catégories sociologiques jusqu'ici connues. Avant tout, il faudrait se demander ce qu'est le pouvoir. Est-ce simplement l'appareil formel ? Il y a aujourd'hui en Russie une nouvelle articulation du pouvoir que nous ne pouvons pas expliquer avec les modèles que nous connaissons. Dans ce cas, il ne s'agit pas seulement de l'émergence d'un pouvoir militaire, mais d'un phénomène nouveau, un phénomène cosmo-historique qui est représenté par cette armée moderne industrialisée. Une armée qui implique, pour exister, un tel complexe industriel, n'a jamais existé. Cette armée russe, en quel sens domine-t-elle ? A mon avis, c'est elle qui impose les grandes orientations, les grandes directives, les choix nationaux et internationaux. Ce secteur n'a aucun intérêt à détenir le pouvoir de nommer les instituteurs de la Sibérie orientale ou de fixer le prix des chaussures ; pour ces choses-là, il y a la bureaucratie du parti.

• **Le parti occupe-t-il encore une place importante dans la société russe ?**

• Comme je l'ai écrit dans mon livre *"Devant la guerre"*, il y a deux secteurs dans la société russe : le secteur civil qui ne fonctionne pas



ou qui fonctionne très mal, dans lequel il y a continuellement des pénuries de biens et des produits de mauvaise qualité ; et le secteur militaire, qui fonctionne parfaitement et qui a transformé la Russie en première puissance militaire mondiale. Cette situation a-t-elle une signification ? L'armée post-stalinienne est une armée d'ingénieurs du nucléaire, de l'électronique et de la chimie, d'ingénieurs de la métallurgie. En somme, une armée de spécialistes. Les différences entre secteur civil et secteur militaire croissent rapidement. On dirait que la société militaire est la seule partie efficiente de la société russe. Cette société militaire (je parle évidemment de la partie professionnelle de l'armée) est surtout une énorme industrie qui, selon mes calculs, doit employer approximativement quelque vingt millions de travailleurs, sur une force de travail totale de cent quarante à cent cinquante millions. Pour obtenir cette efficacité, il ne suffit pas de consacrer à la production une grande partie des ressources. Par exemple, depuis dix ans, 30 % des investissements russes vont vers l'agriculture sans que celle-ci cesse de se trouver dans la même désastreuse situation.

Il existe donc une organisation différente de la production militaire, dont nous pouvons aujourd'hui nous faire une idée grâce aux témoignages des dissidents. Si nous observons l'ensemble de la société russe, nous notons que la sub-société militaire est l'unique force vive du régime, alors que le parti est une espèce de cadavre vivant. L'on parvient ainsi à la conclusion que le totalitarisme, dans son sens classique, a laissé place à un nou-

veau type d'organisation sociale : la "stratocratie".

• **Cela a-t-il alors un sens de définir le régime soviétique comme un régime totalitaire, c'est-à-dire, caractérisé par des formes que nous connaissons et désignons comme telles (fascisme, nazisme...) ?**

• Je crois qu'il faut reconnaître que nous nous trouvons face à un animal historique nouveau qui a en commun avec le totalitarisme classique une caractéristique, à savoir qu'il tend vers la force brute pour la force brute. Mais en dehors de cela, il y a de substantielles différences, puisque nous devons constater qu'en Russie l'objectif d'une domination totale sur la société a dû être abandonné. La domination continue d'être un objectif, mais en tant que domination externe. Pourquoi ? Je pense, qu'au moins dans le cas russe, le totalitarisme classique a échoué dans son objectif central : assimiler totalement les êtres humains à la société, ou en cas d'impossibilité, les détruire. Cet objectif s'est révélé impossible, et à mon avis l'échec du parti et l'émergence de l'armée traduisent cette impossibilité. Certes l'histoire n'est pas encore achevée, mais dans la mesure où cette évolution montre qu'il est impossible de dépasser les résistances du facteur humain, nous pouvons penser que les possibilités de lutter pour la liberté existent toujours. Et nous pouvons non seulement le penser, mais aussi tenter de le poser en actes.

(1) - "Strato", du grec, armée.

TUTTI FRUTTI

LIBERTAIRES CHILIENS

Le Chili de Pinochet se débat dans une très grave crise économique qui provoque une opposition au régime de la part même de certains secteurs patronaux dont l'un des principaux représentants a dû s'exiler, tout récemment. Tout semble donc indiquer que les jours de la junte militaire sont comptés. Déjà se fait jour l'alternative capitaliste de rechange : la démocratie chrétienne qui, après avoir ouvertement soutenu le putsch de 73, n'a pas digéré de voir les militaires conserver jalousement le pouvoir. Elle est donc devenue la championne de la défense de la démocratie bourgeoise et tente de s'allier les secteurs les plus droitiers de la social-démocratie en vue d'un gouvernement de centre-droit.

Dans un tel contexte, la gauche non réformiste tente de se réorganiser, essentiellement sur le terrain syndical. Les nouvelles qui parviennent en France sur la réorganisation du mouvement libertaire chilien revêtent une importance capitale.

Le groupe Pensée et Action Socialiste (PAS, créé en 79, rassemble aussi bien des militants libertaires que d'anciens libéraux attirés en 70 par l'Unité Populaire et des éléments en provenance d'un Parti socialiste en pleine crise.

Emanant d'une rencontre nationale tenue en juillet 82, la première déclaration du PAS prend d'emblée une orientation libertaire. Se réclamant de l'expérience syndicaliste-révolutionnaire, elle se prononce pour la rupture « avec les habitudes politiques de la démocratie républicaine bourgeoise » ainsi qu'avec « les habitudes du syndicalisme traditionnel

caractérisé par une structure bureaucratique ». Le PAS se déclare favorable à « une réflexion collective, l'analyse critique et permanente de la réalité, l'action directe, le contrôle des dirigeants et leur révocabilité ».

Un second document, datant de novembre dernier, analyse la crise du régime, envisage comme très probable l'ouverture démocratique et espère qu'elle permettra une relance du combat anticapitaliste. Pour ce faire, le PAS appelle à l'autonomie de classe, au renforcement des organisations syndicales, des groupes de quartiers et de villages pour en finir avec la dictature.



Giovanni Marini

cédés employés par la justice italienne pour baillonner les mouvements sociaux. On peut écrire à Francesco Leggio, c/o Carcere Giudiziario, via G. de Vittorio 26, 97100 Ragusa.

LA POUDRIÈRE BRÉSILIENNE

La politique économique impulsée par les Etats-Unis depuis le putsch militaire de 64 a fini par porter ses fruits. L'industrialisation à marche forcée du Brésil et le développement d'une agriculture vouant ses produits à l'exportation ont conduit à un gigantesque exode rural.

Au Nord-Est, les paysans privés de terres, d'emplois et littéralement affamés font périodiquement des « descentes » dans les agglomérations de la zone pour y piller les magasins.

Au Sud-Est, les millions de paysans ayant dû quitter leur région sont venus gonfler les populations urbaines. Chômage et inflation aidant, les risques d'une explosion sociale ne cessent de croître.

Avec une inflation de 100 % en 82 et une vertigineuse dévaluation monétaire début 83, la situation s'est encore aggravée. En mars dernier, la hausse des prix des transports avait déjà provoqué manifestations et affrontements dans les rues de Sao Paulo. Dans cette ville, la plus peuplée du pays (13 millions d'habitants) et premier centre industriel d'Amérique Latine, 13 % de la population active est touchée par le chômage... La manifestation contre la misère et le chômage du 4 avril a tourné à l'émeute, les affrontements reprenant le lendemain. Le bilan reste lourd : plusieurs centaines de blessés et un mort.

La social-démocratie qui, profitant de la toute relative ouverture démocratique, a été élue à la direction de 10 des Etats du Brésil, dont ceux de Minas Gerais, Rio de Janeiro et Sao Paulo, doit faire face à une délicate situation. A ce jour, la seule réponse a donc été la répression policière et des appels au calme afin de « ne pas compromettre l'ouverture démocratique ». C'est le chantage à un éventuel nouveau putsch qui lui sert d'argument politique !

CONGRESSO CNT-AIT

Comme prévu, la CNT-AIT a tenu son congrès extraordinaire du 30 mars au 3 avril à Torrejon de Ardoz (près de Madrid) pour trancher le débat sur le point 8 de son VI^e congrès resté en suspens à Barcelone en janvier dernier et déterminer sa stratégie syndicale (voir Agora n° 15).

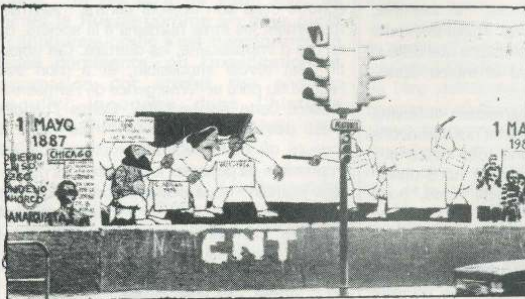
L'affrontement, verbal mais très dur, qui opposait le courant favorable à la participation aux élections syndicales et aux Comités d'Entreprise à celui prônant l'action directe vient

donc de se solder par une motion dite de « synthèse ». Elle accorde un délai de 15 mois aux militants ayant été élus aux élections syndicales pour présenter leur démission. A terme, l'accord signifie donc la victoire du secteur dit « immobiliste ». Dorénavant, aucun militant, aucun syndicat ne pourra se présenter aux élections sous peine d'expulsion.

A l'heure où nous bouclons ce numéro, nous ne connaissons pas les détails des votes du Congrès et ne pouvons évaluer le rapport des forces. Mais il semble désormais clair que l'orientation prise rend impossible un rapprochement de la CNT-AIT avec la CNT-Rénovée, née d'une scission en 79 sur ce même thème. La Confédération Nationale du Travail d'Espagne reste donc aussi divisée qu'auparavant...

LE PRIX D'UN COURRIER

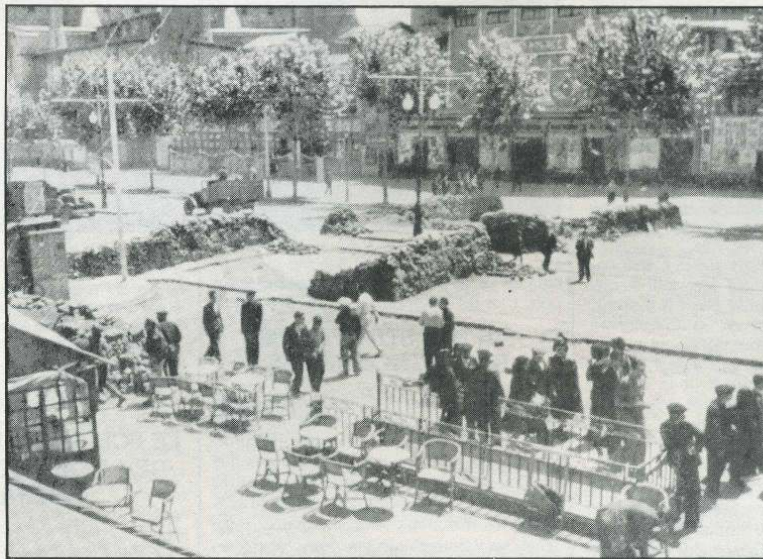
On se souvient sans doute des poursuites contre Giovanni Marini qui avait « eu le tort », selon la justice italienne, de s'être défendu d'une agression physique d'extrême-droite. Lors de son procès, Marini essaya de lire une déclaration. Le Président du tribunal l'en empêcha, les carabinieri le bousculèrent, le public protesta en scandant « Fasciste ! Fasciste ! ». On veut faire évacuer la salle, mais les camarades présents s'assoient, s'enchaînent, résistent. Finalement, le tribunal est évacué et le président n'ose quand même pas poursuivre tout le public. Alors, il choisit son bouc-émissaire : Franco Leggio, militant anarchiste connu, responsable des éditions libertaires « La Fiaccola ». Celui-ci est convoqué, mais répond, par courrier, que ces moyens de subsistance ne lui permettent pas de se payer un tel déplacement et que, de plus, cette « justice » représentée par un président de tribunal « fasciste » ne le concerne pas. Franco Leggio est arrêté le 24 février dans sa ville de Ragusa et condamné à six mois de prison ferme ! Ceci au moment même où le mouvement contre l'installation de la base de missiles de Comiso rentre dans une phase de mobilisation intense et que, comme par hasard, Franco Leggio en est un des principaux animateurs. Une façon assez écœurante de se débarrasser des gêneurs, mais qui n'a rien d'étonnant quand on connaît les pro-



NOTRE MEMOIRE

ANARS

QUAND MEURENT LES REVOLUTIONS Barcelone, mai 37



1937. Lundi 3 mai, dix mois après le début de la révolution espagnole, débute à Barcelone la "semaine sanglante". Jeudi 6 mai, les troupes gouvernementales occupent la ville. On compte alors les victimes : 500 tués, un millier de blessés, de très nombreux disparus. Parmi eux, surtout des militants libertaires et trotskistes.

Ces morts sonnent le glas de la révolution. Car le vainqueur de ce combat, ce n'est pas Franco, mais le pouvoir républicain.

De juillet 36 à mai 37, les révolutionnaires espagnols se sont non seulement affrontés au gouvernement franquiste, mais aussi au nouvel appareil d'Etat né de la guerre.

Depuis 1936, le soulèvement franquiste s'étend peu à peu à tout le pays. En avançant, il impose le pouvoir militaire et les forces réactionnaires. Mais, face au fascisme, les "rouges" sont divisés. Pour cer-

tains d'entre eux, les modérés et la gauche, la riposte passe par la création d'un gouvernement de front populaire : c'est une guerre antifasciste qu'ils veulent mener. Pour d'autres, et c'est la grande masse des travailleurs qui se reconnaissent dans la CNT-FAI et l'UGT, il y a une révolution à mettre en œuvre dans le contexte de la guerre. C'est pourquoi, dès l'annonce du "pronunciamiento" des généraux, spontanément, des usines, des terres sont occu-

pées et des conseils instaurés : l'autogestion se met en marche.

Fin juillet le pouvoir appartient à la rue, aux ouvriers, aux paysans. Mais les forces conservatrices, même muettes, n'ont pas disparu ; l'Etat, même réduit à la portion congrue, n'est pas mort. Et à la dualité initiale du pouvoir, va succéder assez vite, dans un mouvement de bascule, une structure étatique renouvelée, renforcée.

QUAND LA GUERRE DÉVORE LA RÉVOLUTION

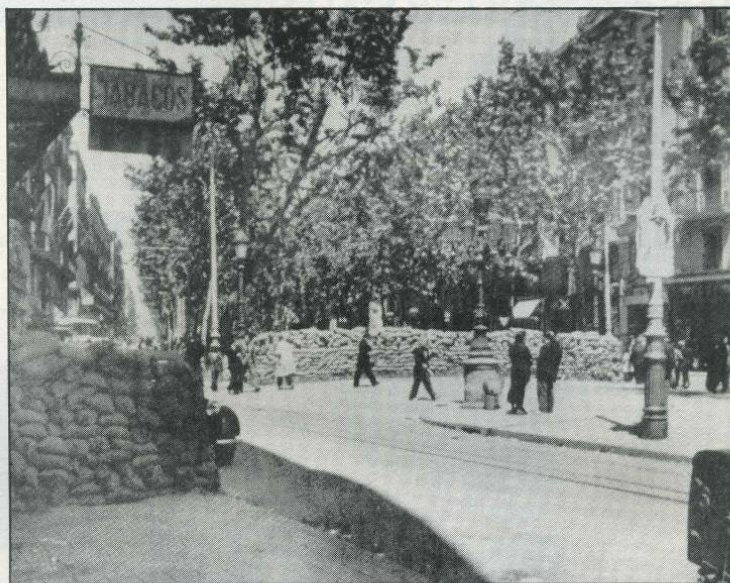
MALGRÉ l'avancée fasciste et les difficultés économiques, les conseils, les comités, les milices de la CNT et de l'UGT s'organisent. Les usines occupées redémarrent, les terres réappropriées par les collectivités, sont travaillées. La démocratie directe est la forme d'organisation majoritaire. Mais la mutation va être rapide. Si, au départ, les membres des diverses structures autogestionnaires sont directement élus par les travailleurs, peu à peu, partis et syndicats, deviennent prépondérants. Le pouvoir réel est récupéré assez vite par ces organes préexistants à la révolution. Et quand il s'agissait d'affirmer "tout le pouvoir aux comités révolutionnaires" le CNT et l'UGT s'érigent en médiatrices entre cette force autogestionnaire qui nie dans les actes l'Etat, et les forces conservatrices qui tentent de le reconstituer. En ce sens, la CNT se comportera comme la CGIL italienne en 1920, bref comme un syndicat social-démocrate. Elle oublie en fait toute la force révolutionnaire dont elle était porteuse. Son attitude, dans tous les cas, conforta les structures étatiques renaissantes, et cela très vite.

Dès le 21 juillet, alors que la Catalogne est "libre", que partout les collectivités fonctionnent, un premier pas est franchi : Companys, président de la Généralité, dont le pouvoir est alors purement symbolique, offre la collaboration à la CNT et à l'UGT. Le Comité régional de la centrale anarcho-sindicaliste, réuni de toute urgence, en accepta le principe. Garcia Oliver, un des leaders de la CNT-FAI en expliqua les raisons : « *Entre le communisme libertaire qui signifiait la dictature anarchiste, et la démocratie qui signifiait la collaboration* », le choix porta sur la seconde alternative. Confondre le communisme libertaire avec la "dictature anarchiste" c'était déjà une absurdité ; mais accepter la démocratie bourgeoise c'était au mieux une trahison de la révolution naissante.

Ce même jour fut donc créé le Comité central des Milices Antifascistes de Catalogne, dans lequel on trouve : deux représentants de la FAI, trois de la CNT, trois de l'UGT, un du PSUC et un du POUM. Non seulement l'existence de la Généralité fut confirmée, mais l'idée de créer un gouvernement constitué de partis et syndicats ouvriers, germa. "L'Etat ouvrier" était né.

Le 4 septembre 36 est mis en place le gouvernement de front populaire avec à sa tête le secrétaire général de l'UGT, Largo Caballero. Aux postes-clés, des membres de l'UGT. Deux ministres communistes et cinq républicains le complètent. La CNT, si elle soutient, hésite encore à participer, mais deux mois plus tard, quatre de ses militants intègrent le pouvoir : Garcia Oliver à la Justice, Montseny à la Santé, Lopez au Commerce et Peiro à l'Industrie.

A son tour, la Généralité de Catalogne suit le même processus. Elle est désormais présidée par le républicain Taradellas et, parmi les ministres, outre les partis de gauche classique, sont représentés le PC, la CNT-FAI, l'UGT et le POUM. L'Etat est ainsi reconstitué. Le mouvement de bas-



cule en sa faveur ne pouvait que mettre en péril tous les organes nés de la révolution.

FIN DES STRUCTURES RÉVOLUTIONNAIRES

LES conquêtes révolutionnaires furent d'abord légalisées, puis institutionnalisées et donc anesthésiées. Partout, peu à peu, les institutions traditionnelles sont remises en place : les municipalités remplacent les comités locaux, la justice d'Etat les tribunaux révolutionnaires, etc. Tous les groupes armés sont repris en main. En Catalogne, la police (les Gardes d'Assaut et la Garde Civile, rebaptisée Républicaine) est reconstituée. Enfin, prétextant les nécessités de la guerre, les milices sont militarisées.

Dès fin septembre 36, les unités sont débaptisées, les grades et la discipline rétablis, ainsi que le Code de justice militaire. Tout l'aspect révolutionnaire est donc supprimé : les milices deviennent une armée au service unique de la lutte antifasciste, aux mains de l'Etat. Cette mesure fut l'une des plus difficiles à faire admettre aux militants. Et ce ne fut pas un petit travail pour les dirigeants de la CNT que de convaincre tous les comités, toutes les milices de "l'opportunité" de "la nécessité" de ce changement brutal.

Nombreuses furent les organisations de base qui protestèrent mais l'appel fut peu entendu car la CNT changeait, comme le signale Berneri : « *Il faut déplorer, en outre, un progrès de la bolchévisation au sein de la CNT, caractérisé par la possibilité toujours moins grande des éléments de la base, de pouvoir exercer un contrôle vigilant, actif, direct, sur l'œuvre accomplie par les représentants de l'organisation au sein des Comités et conseils gouvernementaux.* » En fait, le seul exemple d'opposition massive à la militarisation, fut celui de la Colonne de Fer (1) qui, en

signe de refus, occupa Valence. Elle fut aussi une des premières à se heurter de front au pouvoir républicain. Face à elle, l'armée régulière organisée par le PCE, entama la répression. Il y eut 50 morts à Valence le 30 octobre 36. La voie de la contre-révolution était ouverte.

LE PCE, LÉGION ÉTRANGÈRE DE LA DÉMOCRATIE ET DU LIBÉRALISME

PENDANT des mois, la bourgeoisie s'était terrée. Mais devant le recul révolutionnaire, elle relève la tête. Et c'est dans le PC qu'elle va trouver sa meilleure expression. Au début de la guerre, celui-ci n'est qu'une petite formation : 30 000 membres. Deux éléments déjà le caractérisent : d'abord sa soumission à la Troisième Internationale. Non seulement il est officiellement coiffé par des délégués de celle-ci (Togliatti, Geroe, etc.), mais il est aussi dirigé, notamment dans le secteur militaire, par des agents du NKVD (Vidali). Ce sont eux qui orienteront le PC vers l'alliance avec les républicains libéraux. Ses directives viennent donc de Moscou où Staline, à ce moment-là, pour des raisons intérieures évidentes, favorise en Europe la mise en place de fronts populaires.

Mais le PCE est aussi un parti d'ordre, et comme le dit l'*Humanité* du 3 août 36 : « *Le peuple espagnol ne lutte pas pour l'établissement d'une dictature du prolétariat... il ne connaît qu'un but : la défense de l'ordre républicain, dans le respect de la propriété.* » Comme l'affirmaient ses slogans, le PCE et sa filiale catalane, le PSUC, sont favorables au « *respect du paysan, du petit industriel, du petit commerçant* ». Or, l'évolution politique des classes sociales, pendant la guerre, va contribuer à donner une ampleur plus grande à ces groupes sociaux. Grâce à la reconstitution

de l'État, magistrats, fonctionnaires, officiers, etc., se reconnaissent de plus en plus dans le parti. Ainsi, en 1938, le PC comptera 63 426 militants, dont seulement 10 610 sont syndiqués. Il restera donc le parti de la petite et moyenne bourgeoisie pendant toute la guerre. Ce développement s'explique aussi par l'appui financier et surtout militaire, que lui accorde Moscou.

Aidé par le Komintern, le PCE avait aussi des devoirs. Et, alors que se déroulent à Moscou les célèbres procès, il était logique que la lutte pour le maintien de l'ordre républicain espagnol, contre le processus révolutionnaire, passe pour tous les stalinien, par le combat contre tous « les fascistes, hitléro-trotskistes et autres incontrôlables ».

LA SEMAINE SANGLANTE ET L'OMBRE DE NOSKE

ELLE fut préparée et annoncée de longue date. Dès le 17 décembre 36, la *Pravda* aurait écrit : « En Catalogne, l'élimination des trotskistes et des anarcho-sindicalistes a déjà commencé, elle sera conduite avec la même énergie qu'en URSS. » Et c'était vrai : Nin, membre du POUM et ministre dans le gouvernement de Madrid, en est exclu sous la pression du PC, à la fin de l'année 36. En février-mars de l'année suivante, la *Batalla*, journal du POUM est interdit pendant une semaine ; de la même façon qu'un meeting CNT-POUM ne peut se tenir.

Au sein de la CNT, certains dénoncent déjà le péril représenté par le PC. Dans sa lettre ouverte à la camarade F. Montseny, C. Berneri écrit le 14 avril 37 : « Le dilemme guerre ou révolution n'a plus de sens. Le seul dilemme est celui-ci : ou la victoire sur Franco grâce à la guerre révolutionnaire ou la défaite. Le problème pour toi et pour les autres camarades est de choisir entre le Versailles de Thiers et le Paris de la Commune, avant que Thiers et Bismarck ne fassent l'union sacrée. »

Reprenant des thèses analogues, le quotidien « *Acracia* » de Lerida, la revue « *Ideas* », se joignent aux Jeunesses Libértaires (JL) et au groupe des « *Amis de Durruti* » pour dénoncer le péril que fait encourir

la collaboration. Or le conflit devient chaque jour plus menaçant.

Le 17 avril, des heurts ont lieu à la frontière franco-espagnole de Puigcerda entre groupes armés de la CNT-FAI et des carabiniers envoyés par Madrid pour les remplacer. Des responsables de la centrale syndicale, véritables « pompiers de service » doivent intervenir pour négocier un compromis en faveur... des troupes régulières. Au début du mois de mai, Berneri écrit : « *L'ombre de Noske se dessine* ». Les événements qui vont suivre, vont lui donner raison, hélas, à titre posthume.

Lundi 3 mai : des miliciens de la CNT et de l'UGT qui tiennent le Central Téléphonique de Barcelone sont désarmés par le Commissaire de l'Ordre Public (sic) Rodriguez Salas, membre du PSUC. Les Gardes d'Assaut qui l'accompagnent sont cependant arrêtés aux étages par des tirs de mitrailleuses. La grossière provocation du PC met le feu aux poudres. A l'annonce des incidents de la « *Telefonica* », des barricades surgissent spontanément dans toute la ville.

Mardi 4 mai : les insurgés, soutenus par les JL, les Amis de Durruti, le POUM, tiennent la cité. La bataille fait rage, car pour ces militants, c'est le sort de la révolution qui se joue. Les ministres, quant à eux, se succèdent sur les ondes pour lancer des appels au calme.

Mercredi 5 mai : l'insurrection est en recul. La gare de France et le Central Téléphonique sont tombés aux mains du gouvernement. La modération préconisée par le pouvoir est peu à peu entendue, d'autant plus que nombreux sont les leaders syndicaux dépêchés autour de Barcelone afin d'empêcher le développement de l'émeute.

Le Comité Régional de la CNT signe même un accord de cessez-le-feu avec la Généralité et l'annonce ainsi dans un appel à la radio : « *Le conflit qui a motivé cette situation anormale et préjudiciable pour la cause du prolétariat, a été heureusement résolu par les représentants des partis et organisations antifascistes, réunis au Palais de la Généralité. Les Fédérations locales de la CNT et de l'UGT se sont mises d'accord... pour ordonner (à tous*

leurs adhérents) de reprendre immédiatement le travail. » Et pour mieux montrer son allégeance, peu après la CNT ajoute : « *Le Comité Régional de la CNT et celui de la FAI ont toujours déclaré publiquement, et l'ont répété dans leurs mots d'ordre, que les ouvriers n'attaquent pas la force publique et qu'ils n'attaqueront pas non plus le gouvernement de la Généralité, car ils en font eux-mêmes partie et qu'ils y constituent une des majorités les plus solides.* » Solidarité gouvernementale oblige !

Jeudi 6 mai : l'ordre est presque rétabli. Si les barricades ne sont pas détruites, si les ouvriers ne reprennent pas le travail, malgré les rappels à l'ordre syndicaux, la bataille s'atténue. Le lendemain, une colonne de 5 000 soldats, venant du front de Jarama, est chargée par le gouvernement de mettre fin aux dernières escarmouches. Ce jour-là, parmi les 500 victimes que l'on relève, on dénombre surtout des libertaires (Berneri et Barbieri entre autres), des JL (dont D. Ascaso) et des membres du POUM. Tant au niveau humain que politique : un bilan très lourd.

A partir de ce moment-là, la contre-révolution menée par les forces traditionalistes et le PC ne pouvait que s'accélérer. La guerre avait fini par dévorer la révolution.

Julie DESGRANGES

(1) Voir *Agora* n° 3.

SIGLES

LES FORCES EN PRÉSENCE

- **CNT** : Confédération Nationale du Travail (anarcho-sindicaliste) est née en 1911. Elle compte, en juillet 36, plus d'un million de membres.
- **FAI** : Fédération anarchiste ibérique. Fondée en 1927.
- **UGT** : Union Générale des Travailleurs. Fondée en 1888. C'est une centrale socialiste à laquelle de nombreux membres du PC ont adhéré. En juillet 36 elle compte 1,5 million d'adhérents.
- **PSUC** : Parti socialiste unifié de Catalogne. Créé en juillet 36 par le PCE.
- **POUM** : Parti ouvrier d'unification marxiste. Créé en 1934. A l'origine il est sur les positions de « l'opposition de gauche » trotskiste, née des divergences à l'intérieur du parti bolchevik. Mais en 1934, le POUM naissant, rompt avec Trotski qui aurait voulu le faire rentrer au Parti socialiste. S'y refusant, il est désavoué et vivement critiqué par Trotski, en même temps que les stalinien le traitent d'« hitléro-trotskiste ». 3 000 militants en juillet 36.
- **PCE** : Parti communiste espagnol, né en 1920. En juillet 36 il a 30 000 membres.



MÉGAPHONE

La grève du centre de tri postal toulousain se poursuivant au moment de boucler ce numéro, il y a bien peu de communiqués à se mettre sous la dent ce mois-ci...

SYMBIOSE

Suite à la coordination nationale anti-symbiose armée-éducation qui s'est tenue les 19 et 20 mars à Carmaux (Tarn), une semaine nationale, décentralisée, d'actions et d'information a été décidée entre le 15 et le 21 mai 83. A cet effet une affiche a été élaborée. Elle est disponible auprès du collectif d'opposition au protocole d'accord Henu-Savary, c/o C.E.P. 44, rue St-Georges, BP 5006 St-Jean, 69425 Lyon Cedex 01, tél. 837.42.77 après 18 heures.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Le 38^e Congrès de la Fédération Anarchiste se tiendra les 21, 22 et 23 mai à Besançon. A cette occasion, une conférence de presse aura lieu le lundi 23 mai à 10 heures à l'adresse suivante : Théâtre "Kursaal", place des Fêtes, 25000 Besançon. Une présentation de cette organisation et des travaux de son congrès y sera faite.

SUR-ARMEMENT ET SOUS-DÉVELOPPEMENT

Pour la majorité des pays du Tiers-Monde, l'achat d'armes diminue gravement leur capacité de développement. Pourtant, dénoncer le scandale des ventes d'armes au Tiers-Monde ne suffit pas : il nous faut comprendre les enjeux économiques et politiques de celles-ci, tant pour le Tiers-Monde que pour nous-mêmes. Dans cette perspective, le Centre d'Information pour un Développement Solidaire (CIDES) organise un week-end de formation ouvert à tous sur le thème : "Sur-armement et Sous-développement", à Toulouse les 7 et 8 mai, au 9, rue des Teinturiers. Des économistes et des militants d'associations y interviendront, des montages diapo seront présentés. Renseignements et inscriptions : CIDES 1, rue Joutx-Aigues, 31000 Toulouse. Tél. (61) 25.02.32.

APPEL :

A tous les objecteurs collectifs
A tous les objecteurs
ayant eu leur demande refusée
A tous les futurs objecteurs

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE OBJECTION COLLECTIVE

Le samedi 14 mai à 14 h
et dimanche 15 mai à LYON
au C.U.L.
(collectif utilitaire lyonnais)
42, rue Burdeau 1^{er}

ORDRE DU JOUR

- Campagne de demandes collectives après le vote de la loi (lorsque l'on devra effectuer une nouvelle demande dans le nouveau cadre de loi)
- Organisation et coordination nationale
- Défense collective. Comment se situer devant les nouvelles juridictions civiles
- Dossier Objection Collective

Présence indispensable de tous ceux qui pensent que le mouvement objecteur doit mieux s'organiser face au pouvoir militariste de gauche. L'A.G. devra être préparée. Des textes de préparation seront envoyés aux membres Objection Collective ainsi qu'au bulletin Objections. Notre seule riposte à la répression Pour une lutte contre le service nationale

Pour un droit à l'objection sans restriction

MOUVEMENT COLLECTIF D'OBJECTEURS

Pour toute information
Pour savoir le nombre de participants (indispensable !) écrire :

Objection Collective
c/o CEP 44, rue St-Georges
BP 5006 St-Jean
69425 Lyon cedex 1

OCCUPANTS RÉNOVATEURS

Nous avons le plaisir de vous apprendre que le 18 avril, le C.L.E.S. (Collectif de Liaisons et d'Echanges Sociaux — association Loi 1901 —) a débuté ses activités dans un local récemment occupé et rénové.

Notre projet est avant tout de mettre à la disposition des individus et des groupes militants un certain nombre de moyens qui nous semblent-il font défaut actuellement à Paris :

— atelier ronéo/maquettes (duplicateur à encre, stencileuse électronique, table lumineuse et photocopieuse)

— une salle de réunion pouvant accueillir une quarantaine de personnes, disponible à la demande

— un centre de documentation politique qui ne se propose pas seulement de rassembler l'ensemble des publications militantes, mais aussi toutes les données permettant une réflexion et une pratique politique (données statistiques, travaux de recherches, enquêtes, etc.).

Ces locaux sont situés dans une maison occupée et le C.L.E.S. fait partie de la Coordination des Occupants-Rénovateurs du 19^e arrondissement.

L'occupation des maisons vides est pour nous une réponse, non seulement à des besoins individuels (logements...) mais aussi à des besoins collectifs : il est certain que les activités que nous mettons en place ne pourraient se développer indépendamment du mouvement d'occupation des maisons, faute de moyens financiers.

Pour que ce projet puisse vivre, nous avons besoin de votre soutien et de votre participation :

— tout d'abord en nous envoyant tout ce que vous publiez (tracts, journaux, brochures, etc., en deux exemplaires si possible)

— ensuite, en nous faisant parvenir les documents, dossiers, etc. dont vous disposez (là, deux formules sont possibles) : soit vous nous faites parvenir un double de vos documents, soit vous nous les prêtez le temps que nous les reproduisons nous-mêmes.

Il va de soi que notre projet s'adresse à tous les courants, sans restriction, même si nous souhaitons privilégier des échanges avec des individus ou collectifs investis concrètement dans les luttes.

CLES, 105, rue de Crimée,
75019 Paris

Ronéo et salle de réunion,
permanence téléphonique
(16/1) 240.16.26

Centre doc, ouvert le samedi après-midi de 14 à 18 h.

QUELQUES LIBRAIRIES QUI DIFFUSENT AGORA

ALPES MARITIMES

• RESTOLIB, Nice

ARIÈGE

• LE BLEU DU CIEL, Pamiers

BOUCHES-DU-RHÔNE

• GERMINAL, Arles

HAUTE-GARONNE

• ARCADES, Toulouse

• AMOROS, Toulouse

• ANGLADE, Toulouse

• KIOSQUE ESQUIROL, Toulouse

• OMBRES BLANCHES,

Toulouse

GIRONDE

• L'EN-DEHORS, Bordeaux

• MIMESIS, Bordeaux

• LA MACHINE A LIRE,

Bordeaux

• VENT DEBOUT, Bordeaux

HÉRAULT

• LA BRÈCHE, Montpellier

• CONTRECHAMPS, Montpellier

HAUTE-LOIRE

• LA CRÉCELLE, Le Puy

LOT

• LE LIVRE EN FÊTE, Figeac

MOSELLE

• GÉRONIMO LIVRES, Metz

NORD

• COMMUNE LIBRE, Lille

• PYRÉNÉES-ORIENTALES

• CERCLE D'ÉTUDES SOCIALES,

Perpignan

RHÔNE

• LA GRYFFE, Lyon

SARTHE

• LA TAUPÉ, Le Mans

VILLE DE PARIS

• PARALLÈLES, 1^{er}

• MILLE-FEUILLES, 3^e

• LA PUCE A L'OREILLE, 4^e

• THIERS-MYTHES, 5^e

• ACTUALITÉS, 6^e

• PUBLICO, 11^e

• 1984, 12^e

• COMMUNE DE LA BUTTE AUX

CAILLES, 13^e

DEUX-SÈVRES

• LE GLAS, Niort

TARN

• RENCONTRES, Castres

VENDEE

• OPTIMA, La Roche-sur-Yon

YONNE

• OBLIQUE, Auxerre

VAL-D'OISE

• PRESSE-PAPIER, Argenteuil

ÉTRANGER

• KIOSQUE DU BOULEVARD,

Genève

• FOCUS BOOKS, Toronto

• ALTERNATIVE, Québec

• FREEDOM PRESS, Londres.

Des diffusions militantes d'AGORA sont également assurées dans l'Allier, l'Aveyron, les Côtes-du-Nord, et à Amiens, Aix-en-Provence, Béziers, Brest, Grenoble, Marseille, Orléans, Quimper, Paris, Rennes, Toulon et Toulouse.



CASE LIBRE

Une page blanche
offerte en toute liberté
à un mouvement.



COMITÉ D'INFORMATION ET DE SOUTIEN AUX INDIENS D'AMÉRIQUES

TOUT, ils auront tout fait pour les faire disparaître. Avec haine, violence et mépris, comme s'il fallait effacer de la surface de la terre ces reproches vivants d'un passé colonisateur et sanglant. Et c'est un combat incessant contre la mort que les Indiens ont dû mener jusqu'ici.

LE CISIA a été créé en septembre 1977 suite à la 1^{re} conférence des Nations Indiennes à l'ONU Genève, pour lutter contre le génocide et l'ethnocide du Peuple Indien perpétrés actuellement dans les Amériques, et pour faire connaître en Europe la vision indienne du monde et les alternatives proposées par les Peuples Natifs face à une civilisation qui compromet la vie des générations à venir.

Cette lutte passe par l'information et le soutien.

INFORMATION : Conférences publiques et conférences dans les écoles, interventions sur les médias, rencontres à l'échelle d'une ville, rencontres entre des représentants indiens et le public, traduction et édition de textes indiens (par exemple, "Les voix de Wounded Knee"), envoi régulier d'informations par le bulletin du Réseau d'Urgence...

SOUTIEN : interventions auprès des pouvoirs publics aux niveaux national et international, campagnes de pétitions, lettres, télégrammes lors de procès ou manifestations importantes, soutiens financiers aux luttes indiennes et aux écoles de survie (en particulier l'AKWESASNE FREEDOM SCHOOL).

RELATIONS : Le CISIA est en relation suivie avec le journal AKWESASNE NOTES (le journal indien le plus important, tant par son contenu que par son tirage), avec les traditionalistes de différentes nations, avec des écoles de survie, avec les comités de soutien aux Indiens aux niveaux national et international et avec différents organismes humanitaires.

RÉSEAU INTERNATIONAL D'URGENCE

Pour pallier le manque d'information, et en conséquence de soutien, les Indiens ont créé l'EMERGENCY RESPONSE INTERNATIONAL NETWORK (ERIN). Il

permet une diffusion rapide de l'information par un fonctionnement d'agence de presse, en utilisant les moyens modernes de communication. Le principe du Phone-Tree (arbre-téléphone) permet une mise en œuvre immédiate du soutien. L'activité d'ERIN s'étend à l'ensemble du continent américain et aborde les problèmes des Peuples Natifs du reste du monde (aborigènes, japon...). Le CISIA a repris cette initiative en créant, en septembre 1980 la branche française du Réseau International d'Urgence.

L'efficacité du Réseau International a été démontrée lors de plusieurs événements cruciaux : le siège d'AKWESASNE en juin 80, l'attaque du camp de Restigouche en juin 81...

Le soutien venant d'Europe, sous forme de lettres ou télégrammes aux responsables des gouvernements américains, exerce sur eux une pression certaine. Les réponses fréquentes des officiels aux lettres adressées par les adhérents du Réseau le confirment.

Concrètement, votre participation au Réseau implique de :

- transmettre l'information aux médias de votre région (radios-libres, presse, télévision...);
- informer les organismes humanitaires de votre région (MRAP, Amnesty International, Ligue des Droits de l'Homme...);
- prévenir vos relations qui, sur une situation donnée, peuvent participer au soutien;
- mettre en œuvre, dès réception de l'information le soutien demandé (par téléphone, courrier, télégramme ou aérogramme...).

« Lorsque le dernier souffle du mode de vie naturel sera éteint, tout espoir de survie humaine s'en ira avec lui. »

CISIA. 2 A. Bd des Professeurs Sourville,
44000 Nantes.

EXPOSITIONS

L'exposition, réalisée en photocomposition sur panneaux de 80/120 cm, abondamment illustrée, se présente sous deux formes :

— une exposition de 13 panneaux muraux traitant de génocide ethnocide, mode de vie indien, Wounded Knee la Plus Longue Marche, les Black Hills les points chauds, les écoles de survie la femme indienne, la résistance, les alternatives, la spiritualité.

— une exposition mobile sur trepied de 6 panneaux abordant l'essentiel. Ces expositions permettent au public de se familiariser à la réalité indienne et, dans le cadre d'une animation, de susciter le débat.

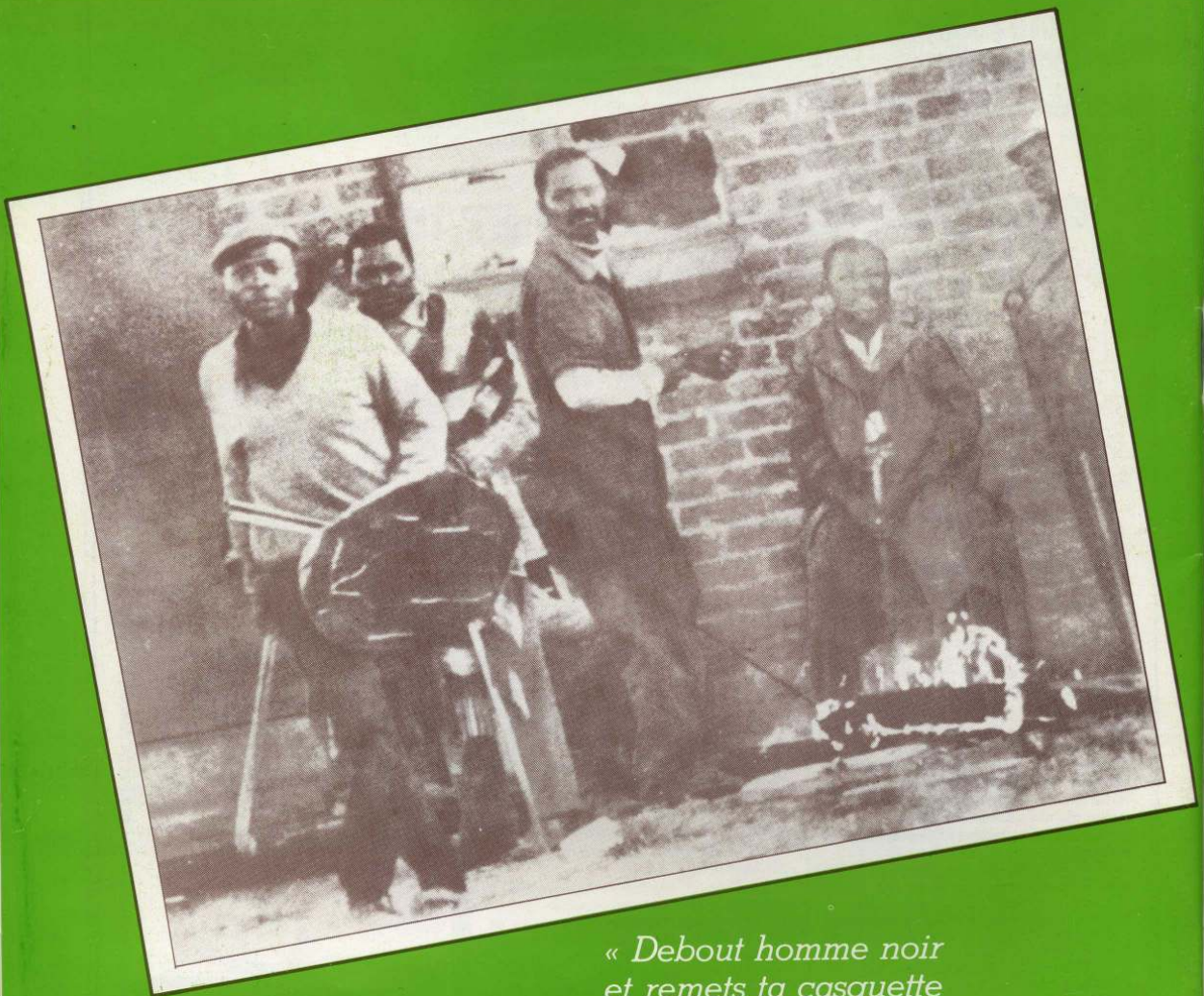
LES VOIX DE WOUNDED KNEE



MONTAGE AUDIO-VISUEL

Ce montage "Les Sentiers de la Vie" est constitué de 300 diapositives et d'une bande-son synchronisée. Il présente en 45' l'essentiel du processus de colonisation subi par les Indiens d'Amérique et de leur résistance. Portrait du génocide et de l'ethnocide qui se perpétuent encore. "Les Sentiers de la Vie" apporte l'espoir des alternatives de survie d'un peuple généreux.

APARTHEID, NON!



*« Debout homme noir
et remets ta casquette
sur ton crâne meurtri.
Regarde-le en face
dans ses yeux bleus et froids
et dis-lui ça suffit.
J'ai supporté trois siècles
C'est fini.
Ne barguigne pas avec l'oppression.
Le temps se fait court, vieux,
Le temps presse, homme noir. »
(DON MATTERA)*